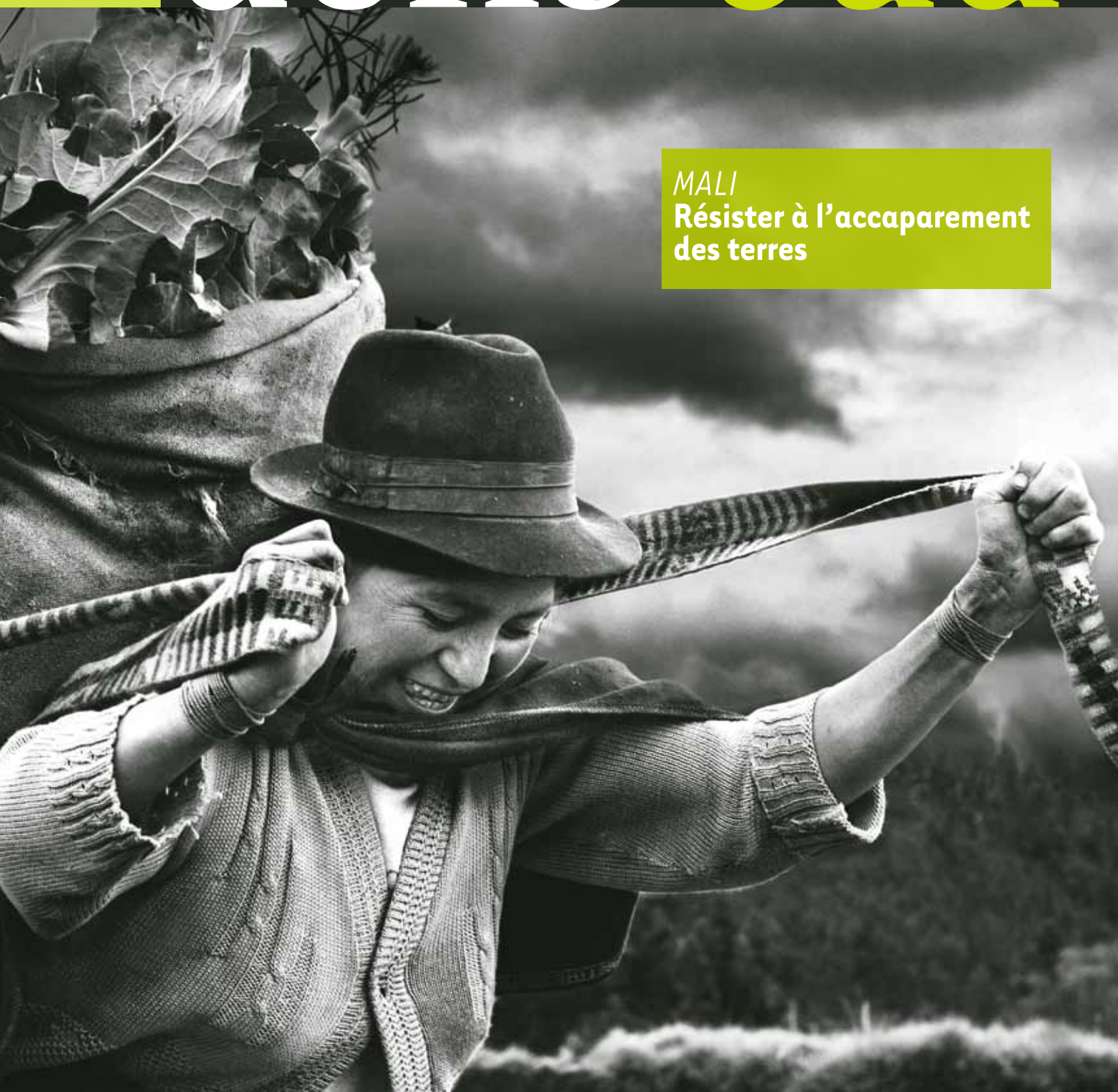


## DOSSIER

# Paysans et commerçants : profits partagés ?

# défis sud

*MALI*  
**Résister à l'accaparement  
des terres**



# Sommaire

## ANALYSE Accaparement des terres

P 4-5

Au Mali, comment les paysans font-ils face à l'accaparement des terres ? Certains facteurs contribuent-ils à créer un contexte favorable à l'accaparement ? Ces terres sont-elles accaparées parce qu'accaparables ?

## DOSSIER

P 6-23

### Paysans et commerçants : profits partagés ?

Les échanges commerciaux sur le marché mondial s'accroissent. On constate l'émergence de nouveaux acteurs ainsi que l'intensification des rapports Sud-Sud. Ces caractéristiques peuvent-elles modifier la face de la mondialisation et ouvrir de nouvelles formes de négociation aux filières agricoles du Sud ? Les ONG et autres associations à but non lucratif ne seraient en tous les cas plus les seules à défendre la durabilité et l'agriculture familiale. Mais alors, quel est le rôle de ces ONG ?

■ Une chaîne composée de multiples maillons	6-7
■ De la coopération au développement à la responsabilité globale : comment le privé rencontre les objectifs des ONG	8-10
■ « Un processus de bénéfice mutuel »	11-13
■ Chaînes de valeurs et défis contemporains	14-16
■ Les producteurs de mil aiment ce pain-là	17-21
■ Le développement des chaînes de valeur pour dynamiser les économies locales	22-23



Moulin de manioc

© Marine Lefebvre/ SOS Faim.

## CINÉMA

P 24-26

Est-il possible de concilier élevage et environnement ? C'est la question choisie par SOS Faim pour alimenter la discussion consécutive à la projection du film LoveMEATender le 15 octobre dernier au Vendôme de Bruxelles, dans le cadre du festival de films Alimenterre. Morceaux choisis d'un débat emblématique de la controverse actuelle.

## AGIR

P 27

Campagne climat, Conférence de Nyéléni, Études sur le soutien à l'agriculture familiale, Appel de Paris pour le microcrédit.

**Directeur de la publication :** Jean-Jacques Grodent. **Rédacteur en chef :** Pierre Coopman. **Conseil éditorial :** Laurent Biot, Christophe Brisme, François Cajot, Charline Cauchie, Chris Claes (invité), Pierre Coopman, Thierry Defense, Freddy Destrait, Jean-Jacques Grodent, Marine Lefebvre, Marc Mees, François Vandercam. **Collaborateurs :** Charline Cauchie, Patrice Debry, Mohamed Gueye, Inoussa Maiga, Miguel Mennig, Aurélie Vankeerberghen, Patrick Veillard. **Couverture :** Équateur – Francesco Fantini / CEPESIU. **Rédaction-Belgique :** Rue aux Laines, 4, 1000 Bruxelles. tél. 32 (0)2 511 22 38 **Rédaction-Luxembourg :** Rue Victor Hugo, 88, 4141 Esch/Alzette. Tél. 352 49 09 96 21 **Réalisation :** Studio Marmelade. Impression : Arte Print. **Défis-Sud est une publication de SOS Faim. Défis-Sud est un forum où des auteurs d'horizons divers s'expriment sur les thèmes du développement.** Tous droits de reproduction réservés. Les articles n'engagent que leurs auteurs. Les titres et les sous-titres sont parfois de la Rédaction. Les manuscrits envoyés spontanément ne sont pas rendus. E-mail : pco@sosfaim.org Site web : www.sosfaim.org

Imprimé sur papier recyclé. Editeur responsable : Freddy Destrait rue aux Laines, 4 - 1000 Bruxelles.

Défis Sud bénéficie du soutien de la Direction générale de la Coopération au développement (DGCD) et d'un apport du Ministère des Affaires étrangères luxembourgeois (MAE).

# Crise systémique, réveil des militants !

► L'éditorial de *Freddy Destrait* Secrétaire général de SOS Faim Belgique et de *Thierry Defense* Directeur de SOS Faim Luxembourg



© Mihnea Popescu.

Freddy Destrait

Depuis 2008, l'adjectif «systémique» s'est invité dans toutes les discussions, dans toutes les analyses et écrits sérieux au sujet de la crise actuelle: telle banque est systémique, sa faillite l'est tout autant, la crise elle-même est systémique.

La «systémique» est la technique des systèmes complexes. La crise actuelle pourrait donc paralyser notre «système», ce qui, de faillites en faillites, entraînerait une récession mondiale et l'arrivée massive et brutale de nouveaux pauvres. L'Apocalypse.

## Deux remarques

Primo, quand les experts parlent de crise systémique, ils font évidemment allusion à la crise financière. Les autres crises sont également graves à leurs yeux, certes, mais pas (ou moins) systémiques.

L'insécurité alimentaire permanente, dans laquelle vivent près d'un milliard d'êtres humains, n'est-elle pas une crise systémique ?

Deuxio, tout étant lié dans un monde globalisé, telle crise en entraîne automatiquement une autre. Il faut donc sortir de la crise financière systémique pour relancer la mécanique, nous dit-on. Éviter à tout prix l'effet «boule de neige», transformer le cercle vicieux en cercle vertueux. Très bien. Mais, si le système financier actuel est pour partie responsable de la crise alimentaire<sup>1</sup>, pourquoi aucun grand de ce monde n'envisage-t-il de le changer plutôt que de le sauver ? Manque de courage politique ? Conflit d'intérêts ? Égoïsmes nationaux ou corporatistes ?

Changer le système... plus facile à dire qu'à faire, certes, tant l'ampleur de la tâche est immense.

Pour oser le changement, il faut des hommes et des femmes influents, des décideurs, des institutions volontaires. Si «on a les élus que l'on mérite», il faut aussi une société civile forte, privilégiant la proposition plutôt que la lamentation. Des militants, au Sud et au Nord, luttant pour davantage de justice sociale, de solidarité et d'harmonie. Des jeunes qui s'engagent dans les organisations paysannes, dans les ONG, mais aussi dans la politique. Des Stéphane Hessel et pas des Calimero.

Puisse cette crise systémique renforcer celles et ceux qui aspirent à d'autres règles du jeu !



© Étienne Delorme / Paper Jam.

Thierry Defense

1 : voir l'éditorial du Défis Sud n° 102

MALI

# Des terres accaparées et accaparables

► Une présentation du mémoire de *Joanna De Leener*

**L'accaparement des terres est un sujet d'actualité qui inquiète. Et pour cause, des gouvernements étrangers et des entreprises privées accaparent les terres travaillées par des petits paysans, qu'ils évincent, de surcroît, avec la complicité de leur propre État. Comment ces paysans font-ils face? Certains facteurs contribuent-ils à créer un contexte favorable à l'accaparement? Les terres sont-elles accaparées parce qu'accaparables?**

Au Mali, l'Office du Niger est un organisme public qui gère, en plein Sahel, un domaine irrigué de 80 000 hectares en utilisant l'eau du fleuve Niger. On y cultive principalement du riz, mais également la canne à sucre et différents produits maraîchers comme l'oignon et la tomate. Sans surprise, pareil potentiel suscite l'intérêt des investisseurs... Les paysans ne sont pas propriétaires de la terre qu'ils travaillent.

Ils se voient octroyer une ou plusieurs parcelles par l'Office, qu'ils peuvent cultiver en échange du paiement de la redevance eau.

Un récent mémoire, présenté à l'UCL, explore des chantiers qui, si l'on s'y attelle, pourraient significativement diminuer le danger d'accaparement des terres. Joanna De Leener a ainsi interviewé une trentaine de paysans issus de différents villages de la zone de l'Office du Niger appelée le Macina (19 257 hectares, 75 000 habitants). Elle dégage trois points essentiels sur lesquels se pencher et travailler en matière de lutte contre l'accaparement: le lien d'attachement à la terre, l'absence de référence collective et le refus de la soumission à l'extérieur.

## Le lien d'attachement à la terre

De manière générale, tous les paysans soulignent l'importance de la terre dans leur vie: «Elle permet de nourrir la famille et de payer les dettes», explique un des paysans du Macina interrogés par Joanna De Leener. Mais pour d'autres, la terre signifie plus encore. Elle représente leur avenir, condense leurs espoirs d'expansion et désigne leur prospérité. Dans un contexte mondial où les prix des denrées alimentaires augmentent chaque année, la valeur du capital foncier ne cesse de croître, aiguisant les convoitises. Les paysans doivent se mobiliser pour conserver ce capital. C'est ici que l'intensité du lien qu'ils ont développé avec leur terre s'avère déterminante. Le fait qu'ils y voient un outil pour un développement durable, et non un simple moyen de survie, les renforce dans cette lutte.

## Les paysans partagent les mêmes menaces, mais sont-ils prêts à faire front collectivement?

Ainsi, plus un paysan a développé des liens intenses avec sa terre, plus il sera prompt à se mobiliser pour la défendre celle-ci. Un paysan pour qui sa terre incarne un passé, un présent mais aussi un futur sera davantage porté à se battre pour la conserver. Au contraire d'autres paysans qui l'envisagent sous l'angle opportuniste, comme une contrainte, voire comme un simple support pour leur activité agricole.

## Le métier de paysan comme référence pour édifier une identité collective

L'activité agricole inspire-t-elle une identité collective à laquelle les paysans se sentiraient appartenir, qui serait source de fierté et pour la défense de laquelle ils seraient prêts à se mobiliser? Tous par-

### Joanna De Leener

Pour son mémoire présenté à l'Université catholique de Louvain (Belgique), Joanna De Leener, a mené ses recherches dans une zone délimitée de l'Office du Niger, appelée le Macina. Cette zone comprend 19 257 hectares de terres aménagées pour environ 75 000 habitants.

Pour obtenir plus d'informations sur le mémoire de Joanna De Leener veuillez contacter la rédaction de *Défis Sud*: [pco@sosfaim.org](mailto:pco@sosfaim.org)



© Joanna De Leener.

Paysans du Macina, au Mali.

tagent les mêmes contraintes, affrontent les mêmes difficultés et doivent gérer les mêmes menaces. Mais sont-ils prêts à faire front collectivement pour répondre à cela ? Dans l'Office du Niger, de forts mécanismes de solidarité existent au quotidien. Par exemple, lorsqu'un voisin rencontre une difficulté, des proches vont intervenir pour l'aider. Plus tard, en cas de nécessité, ceux qui ont apporté leur aide recevront à leur tour un coup de main.

### **Les sociétés paysannes ne sont pas préparées à s'opposer à l'accaparement.**

Un examen attentif montre que ces mécanismes de solidarité relèvent davantage de logiques familiales, ethniques ou interpersonnelles, mais qu'ils ne touchent pas le statut de « paysan » qui reste peu reconnu et valorisé, tant par le monde extérieur que par les communautés rurales elles-mêmes. Travailler la terre n'inspire aucune fierté. C'est une des raisons qui expliquent pourquoi les paysans se lient difficilement à un collectif qui représenterait et défendrait leurs intérêts. Rien de surprenant alors, qu'en cas de menaces contre le métier, comme par exemple l'accaparement des terres, l'action collective soit difficile à organiser.

### **Le refus de la soumission vis-à-vis des externalités**

Un troisième facteur relevé qui entrave la lutte des paysans contre les menaces d'accaparement est la façon même dont ils perçoivent leur environnement. Dans des sociétés où l'extérieur est traditionnellement perçu comme imprévisible, déterminé par des forces externes aux pouvoirs étendus, voire magiques, et auxquelles chacun se sent appelé à se soumettre, comment développer des dynamiques de mobilisation et d'action contre l'accaparement ?

Puisqu'ils conçoivent les événements comme une réalité qui échappe à leur emprise, les paysans se sentent moins portés à l'action. « À quoi bon, c'est Dieu qui le veut », dira un paysan face à un aléa de la vie. Dans les villages du Macina, les producteurs ont traditionnellement peu de contrôle sur leur terre, ni davantage sur la production. Celles-ci ont longtemps été dominées par l'Office du Niger. Les paysans ne sont pas propriétaires de la terre qu'ils travaillent. Ils ne contrôlent pas davantage l'accès à l'eau d'irrigation. Bien sûr, ils ont développé des stratégies de contournement afin d'acquérir une certaine marge de manœuvre. Des tentatives collectives existent, par exemple lorsqu'ils s'organisent dans des organisations paysannes, notamment pour contrôler le marché des intrants.

Comment la volonté de changer le cours des choses au niveau des producteurs peut-elle prendre forme ? On le voit, les sociétés paysannes dans la vallée du Niger paraissent mal préparées pour s'opposer à un phénomène global comme l'accaparement des terres. Voilà pourquoi toute action destinée à combattre ce processus doit prendre en compte – et s'attacher à neutraliser – les trois facteurs d'accaparement présents en milieu paysan.

Enfin, notons que d'autres facteurs d'accaparement ou de non-accaparement ne manqueraient pas d'être décelés dans d'autres contextes. La recherche menée dans le Macina n'a fait que poser les jalons pour une réflexion différente, poussant à penser l'accaparement dans des termes plus larges et qui envisagent une part de responsabilité paysanne.

Cette découverte souligne que le combat contre l'accaparement ne doit pas seulement se mener à une échelle nationale ou internationale. L'efficacité de ces luttes dépend également des initiatives visant à neutraliser les trois facteurs d'accaparement décrits. Des actions conduites au niveau des paysanneries elles-mêmes doivent donc prendre le relais. ■

Article rédigé avec la collaboration de Pierre Coopman

## INTRODUCTION

# Une chaîne composée de multiples maillons

► En collaboration avec *Vredeseilanden*

**Parler du marché agricole d'une manière plus globale : comme d'un ensemble dynamique dont tous les partenaires seraient interconnectés. Imaginer ces maillons comme autant de collaborateurs dont les profits dépendraient de ceux des autres. Concevoir l'agriculture comme une chaîne de valeur, c'est ce que propose ce dossier.**

### *Vredeseilanden*

est une ONG belge qui contribue au développement de moyens de subsistance viables des agriculteurs familiaux organisés, au Sud comme au Nord. Un atelier organisé le 14 octobre 2011 par Vredeseilanden (à Leuven en Belgique), autour du thème « The Farmer Effect », a étudié comment des acteurs diversifiés agissant dans les filières agricoles prennent des initiatives pour une agriculture durable aux points de vue économique, social, culturel et écologique.

Pour aborder la thématique des chaînes de valeur, il faut en poser les termes et les expliquer : dans le domaine agroalimentaire, « une chaîne de valeur n'est ni plus ni moins qu'un partenariat étroit entre différents maillons de la chaîne d'approvisionnement, dans le but de répondre aux demandes des consommateurs et de créer de la valeur et des profits »<sup>1</sup>. C'est donc avant tout de liens et d'interdépendance dont il est question.

Car ces maillons forment un tout. Le terme approprié est celui d'interprofession que l'on pourrait définir comme « le regroupement de plusieurs acteurs économiques engagés dans une filière de commercialisation commune »<sup>2</sup>. Ce sont ces différents partenaires au sein d'une même chaîne, ainsi que les moyens mis en œuvre pour qu'ils travaillent ensemble et en tirent une valeur ajoutée, qui permettent l'inclusion des agricultures paysannes du Sud dans de nombreuses filières : celle du cacao en Indonésie, du café en Équateur, du riz en Afrique de l'Ouest ou encore du maïs et du mil au Sénégal.

1 : Agri-réseau, Québec, octobre 2005  
2 : Coronel, C. & Liagre, L. 2006

### À qui le profit ?

Pour l'Afrique de l'Ouest comme pour d'autres régions du monde, il serait naïf de céder à la tentation de présenter les interprofessions comme une recette miracle, car qu'en est-il des rapports de force entre des personnes venant de professions diverses avec des missions et des objectifs différents ? Comment les ONG présentes sur place défendent-elles la voix des petits paysans et comment tissent-elles des relations avec les sociétés multinationales réputées toutes-puissantes ?

### Quels autres services les ONG pourraient-elles apporter ?

Les dynamiques d'interprofessions permettent-elles d'améliorer réellement le pouvoir d'influence des producteurs familiaux ? En effet, la démarche qui nous occupe part de l'idée que les paysans sont minorisés dans les partenariats commerciaux et, par conséquent, mal payés. Il apparaît donc légitime de se demander si la stratégie de la chaîne de valeur permet de les sortir de cet état de faiblesse. Et, d'autre part, même si l'on parvient à déterminer un renforcement sur le plan économique, peut-on également parler de renforcement sur le plan social et politique ?

### Le défi de la qualité et de la compétitivité

Au Sud aussi, les consommateurs, et par conséquent le marché, deviennent de plus en plus exigeants. Le défi de la qualité des denrées (riz, cacao, etc.) est posé : les petits producteurs traditionnels sont-ils capables de répondre à la

# profits partagés ?

demande des clients des grandes villes et de s'adapter à leurs goûts? Mario Tapia Loza nous montrera comment la question des chaînes de valeur est abordée par l'association Pro-rural en Bolivie tandis que Mohamed Gueye fera le point depuis Dakar.

Du côté des transformateurs, comment alimenter ces marchés? Chez qui aller s'approvisionner? C'est aussi le défi de la compétitivité qui est lancé à l'agriculture paysanne. Est-elle capable d'y répondre? Le secteur du chocolat, emblématique, est l'exemple choisi par Vredeseilanden pour nous présenter les problématiques et les réponses actuelles: d'ici dix ou vingt ans, on ne pourra plus répondre à la demande sans cesse croissante en cacao et l'on constate que des entreprises comme Mars font tout leur possible pour répondre aux normes de traçabilité et de qualité.

Ces entreprises désirent dès lors se tourner directement vers les agriculteurs, sans intermédiaire. Unilever affirme également que, d'ici 2020, elle s'approvisionnera exclusivement chez les agriculteurs familiaux. La raison en est, certes, purement économique, mais des questions d'image viennent s'ajouter à cette éthique nouvelle des grandes entreprises. Et puis, il va sans dire que si l'on veut maîtriser la qualité, il faut penser, comme le fait Nestlé, à fournir directement les graines et semences aux paysans. Qu'est-ce qui garantit dès lors que, dans vingt ans, les producteurs ne travailleront pas directement sous les ordres de ces mêmes multinationales? Est-on vraiment dans une stratégie qui réduira la minorisation des agriculteurs traditionnels?

En fait, la problématique est neuve et elle pose des problèmes, eux aussi, d'un genre nouveau. Le cas de Mars est à explorer: comment parvient-on à ce qu'il n'y ait pas un petit gain d'un côté et un énorme de l'autre? Et comment parvient-on à une dynamique durable: avec quels types de certificateurs travailler?

## Pour une agriculture durable, il faut déterminer le maillon faible

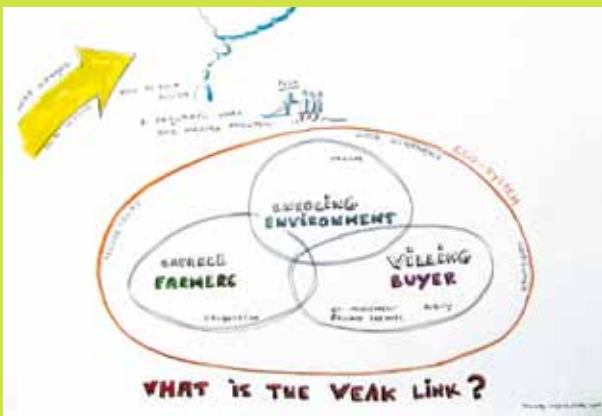


Diagramme présenté durant le séminaire «The Farmer Effect».

**Les solutions sont complexes et partout différentes. La formule magique n'existe pas. Don Seville, codirecteur du Sustainable Food Laboratory (USA) était présent lors de l'atelier organisé par Vredeseilanden en octobre 2011 autour du thème: «The Farmer Effect». Pour lui, chaque acteur du secteur agroalimentaire aura un rôle particulier à jouer.**

En tant que principale industrie au monde, l'agriculture a une part de responsabilité énorme dans les défis planétaires contemporains: croissance démographique, changements climatiques et évolution des régimes alimentaires sont

quelques-unes de ces priorités face auxquelles elle ne peut pas (plus) rester indifférente.

Mais chaque environnement agricole nécessite sa propre analyse. Selon Don Seville, finalement, il n'y a pas une stratégie unique valable et applicable

partout. Chaque situation requiert une évaluation différente afin d'identifier le «maillon faible» de la chaîne de valeur et d'inciter chaque acteur à donner la meilleure performance, la plus durable. Ainsi, quelle que soit la direction suivie pour mettre en place des marchés agricoles modernes, inclusifs et qui récompenseront les producteurs investissant dans la durabilité, il sera probablement très important de se focaliser sur trois points:

- Les agriculteurs «capables», qui aient accès aux connaissances et aux services, qui soient en mesure de réinvestir dans leurs propres fermes;
- Les acheteurs prédisposés, qui passent de simples transactions à du co-investissement dans la viabilité à long terme et deviennent ainsi des consommateurs responsables;
- Un environnement favorable, une structure institutionnelle qui soutienne les agriculteurs et les incite à des comportements durables.

On verra que, pour le chocolat, les labels les plus reconnus, comme Rain Forest et UTZ Kapeh ne sont pas forcément les plus «fair-trade»... Et enfin, la question qui dérange: si les objectifs des multinationales ont réellement évolué, est-ce qu'à terme, ces dernières ne deviendraient pas plus efficace que les ONG? Et si oui,

quels autres services les ONG pourraient-elles apporter? En arrivera-t-on à une situation où Mars sous-traite Vredeseilanden? Réponse des deux protagonistes dans ce numéro. ■

Article rédigé par Charline Cauchie et Pierre Coopman

DÉVELOPPEMENT DURABLE

# De la coopération au développement à la responsabilité globale : comment le privé rencontre les objectifs des ONG

► Entretien avec *Chris Claes* et *Roger Eijkens*

**Les ONG et autres associations à but non lucratif ne seraient plus les seules à défendre la durabilité et l'agriculture familiale. Le secteur du cacao en est un parfait exemple : avec l'association flamande Vredeseilanden, on voit comment peuvent s'articuler le travail et les objectifs d'une ONG avec ceux d'une multinationale et comment chacun reste, en fait, sur ses plates-bandes.**

Depuis le rapport annuel 2007 de la Banque mondiale sur le développement consacré à l'agriculture, les soutiens à une agriculture familiale de petite échelle se sont multipliés. Ce type de projets est principalement resté l'apanage des acteurs de la Coopération au

## **Le rôle de la coopération au développement a changé...**

Cela dit, le soutien aux petites exploitations agricoles est bel et bien en expansion avec des programmes émergents et des expériences nouvelles où les entreprises privées, les gouvernements et la société civile recherchent conjointement des solutions pour placer les agriculteurs dans le rôle de «pilotes». Chris Claes constate qu'un grand nombre d'institutions y voient une stratégie prometteuse pour, à la fois, produire la nourriture nécessaire à une population mondiale croissante, lutter contre la pauvreté rurale grâce à la génération de revenus réduire la pression sur l'environnement et contrer le changement climatique.

### *Chris Claes*

agronome de formation et spécialiste du développement agricole en Amérique latine, Chris Claes est coordinateur chargé de l'agriculture durable et du développement des chaînes de valeur pour l'ONG Vredeseilanden. Il est également responsable du suivi des programmes au Sud.

### *Roger Eijkens*

est, quant à lui, diplômé de l'Université de Wageningen en sciences forestières tropicales. Il a travaillé, par le passé, pour la FAO au Laos et pour Hivos en Bolivie et à La Haye. Il est le représentant de Vredeseilanden en Indonésie.



En Indonésie, le cacao est essentiellement cultivé par les petits agriculteurs.

développement mais, pour Chris Claes, de Vredeseilanden, on n'en discerne pas moins une volonté croissante du secteur privé d'inclure l'agriculture familiale dans ses modèles d'affaires, même si ces initiatives restent (trop) souvent le produit de stratégies commerciales.

De manière très générale, on peut dire que, par le passé, la Coopération au développement s'est principalement focalisée, à travers la sécurité alimentaire, sur la production et les contraintes de productivité et ce, en étroite coopération avec les agriculteurs et leurs organisa-

tions. Mais, à présent, le rôle de la Coopération au développement ne consiste plus (uniquement) en un plaidoyer pour une agriculture plus durable et pour le renforcement des capacités des agriculteurs. Pour Chris Claes, les problèmes sont abordés dans une dimension plus large, celle de la chaîne alimentaire en tant que telle.

Les processus multiacteurs (visant l'implication de l'ensemble des acteurs de la chaîne) et l'apprentissage conjoint sont donc devenus les principales stratégies pour créer des chaînes alimentaires durables et un environnement qui prend en compte l'agriculture familiale.

### ... les marchés aussi

D'autre part, il faut souligner que les marchés ont connu d'importantes évolutions au cours des dernières décennies. De par la prolifération des supermarchés en Amérique latine, en Asie et dans certaines régions d'Afrique, les normes alimentaires sont devenues aussi élevées dans ces régions qu'en Europe ou aux États-Unis. Cela touche non seulement la nourriture vendue via les grandes surfaces mais également celle échangée à travers les marchés alimentaires traditionnels dont se servent les petits agriculteurs. Même lorsque ces derniers sont bien organisés et à la hauteur des exigences nouvelles (en matière d'approvisionnement, de qualité et de sécurité alimentaire), on constate qu'ils subissent de plus en plus l'exclusion de ces marchés.

Selon Chris, Claes, la chaîne alimentaire du cacao est certainement un des exemples les plus représentatifs combinant ces mutations. Cette denrée possède toutes les caractéristiques pour devenir « le caviar de l'agriculture » : la demande augmente rapidement (surtout dans les pays émergents asiatiques comme la Chine et l'Inde) tandis que la production a diminué au cours des dernières décennies à cause de la diminution de la fertilité des sols et du mauvais entretien des plantations.

### Vers la durabilité : le nouveau rôle du secteur privé

Autre caractéristique : le cacao est essentiellement cultivé par de petits agriculteurs. Ainsi, du fait des évolutions des exigences du marché (les normes de sécurité alimentaire, la traçabilité et

## Donner une valeur nouvelle aux ressources naturelles

**Vredeseilanden donne l'exemple de ces producteurs de café équatoriens qui ont eu pour réduire leur dépendance à leur production de base une idée des plus ingénieuses : ils se sont transformés en exportateurs de bananes plantain.**

En Équateur, la plupart des paysans sont totalement dépendants de leur culture la plus rentable : le café. Pour réduire le danger de cette situation d'exclusivité, l'organisation Fapecafes, une des plus importantes coopératives de producteurs de café, a décidé de diversi-

fier ses activités en exportant des bananes plantain. Il faut savoir qu'au départ, les bananiers sont utilisés pour procurer de l'ombre aux plantations de café.

Ainsi, en donnant une valeur nouvelle à cette ressource naturelle, ces paysans ont trouvé le

moyen d'allier la préservation de leur production de café à une forme de résilience économique. En effet, ces bananes représentent une source de revenus alternatifs pour ces producteurs, qui étaient auparavant complètement limités à leur production de café. Cette idée s'est avérée un succès énorme et les bananes plantain sont aujourd'hui commercialisées à travers l'organisation française de commerce équitable, Ethiquable.

les exigences de durabilité), les commerçants de cacao et les grands fabricants de chocolat sont de plus en plus nombreux à modifier leurs politiques et leurs pratiques d'approvisionnement en achetant un cacao produit de manière durable, directement aux petits agriculteurs organisés. Bien que ces changements d'habitudes, à première vue, ne semblent pas de grande envergure, ils ont un impact certain sur le modèle d'entreprise et sur le rapport aux fournisseurs.

**Ces grands groupes pourraient embaucher toute l'équipe de Vredeseilanden mais ils ne le feront pas, parce qu'ils y perdraient...**

C'est dans ce contexte que Vredeseilanden, à travers la personne de Roger Eijkens, coordonne, en Indonésie, un programme entre presque 700 organisations paysannes (OP) et deux multinationales du secteur agroalimentaire. Celles-ci sont, d'un côté, à l'Est de Flores, le géant de la chocolaterie Mars et, de l'autre, dans le sud de Sulawesi, Armajaro, le plus grand commerçant de cacao au monde. On ne peut pas parler de véri-

tables contrats entre Mars ou Armajaro, l'État indonésien et Vredeseilanden, précise Rogier Eijkens, mais plutôt d'accords d'intention autour d'un objectif commun : renforcer les organisations paysannes.

En fait, Mars et Armajaro financent plusieurs partenaires de l'association et investissent dans le développement des OP afin de renforcer les capacités de gestion organisationnelle de ces dernières ainsi que leurs aptitudes à produire de manière durable. Les deux multinationales s'intéressent également au développement de systèmes de contrôle interne des OP, ce qui permet à ces dernières de fournir des quantités constantes de cacao répondant aux exigences de qualité définies par les marchés internationaux.

### Des labels peu « fair-trade »

L'objectif revendiqué de Mars est d'atteindre une production 100 % durable et « traçable » d'ici 2020. Armajaro, quant à elle, vend son chocolat à des compagnies telles que Mars ou Nestlé, elle est donc forcée de suivre le mouvement... Ce sont les labels qui déterminent la qualité et le niveau de durabilité des produits alimentaires et, dans le cas du chocolat, Roger Eijkens explique qu'on travaille principalement avec les certifications Rainforest Alliance et UTZ Kapeh qui sont devenues les plus influentes ces dernières années.

[Suite à la page suivante >](#)

## Afrique de l'Ouest : la souveraineté alimentaire grâce au développement de la production de riz

La crise alimentaire de 2007-2008 a amené de nombreux gouvernements d'Afrique de l'Ouest à développer des stratégies pour assurer leur souveraineté alimentaire. Ces politiques ont particulièrement concerné la culture du riz car sa production locale était, au départ, minime. Elle ne pouvait en aucun cas répondre à la consommation massive dans cette région (le riz étant devenu l'aliment de base avec le blé) et c'est une situation d'urgence qui s'est déclarée lorsque les exportations d'Asie se sont fortement ralenties.

D'un côté, ces gouvernements ont donc commencé à promouvoir la production du riz et à améliorer la productivité par hectare en mettant en place des programmes de distribution de semences et d'engrais. D'autre part, des négociations, lancées par la plate-forme régionale des agriculteurs Roppa et par ses membres

nationaux, ont eu lieu avec les structures économiques régionales sur la façon de protéger la production locale des importations bon marché.

Mais, pour atteindre la souveraineté alimentaire, le chaînon manquant entre ces deux stratégies est la compétitivité du riz local par rapport au riz

importé. Les consommateurs urbains ont pris l'habitude de ce dernier, un riz de grande qualité (peu de cassures, pas de taches noires), joliment emballé et dont le prix est relativement bas tandis que le riz local reste peu disponible dans les centres urbains et son coût élevé. Il faut expliquer ce manque de compétitivité par l'absence d'environnement logistique ainsi que par le manque de coordination entre agriculteurs, commerçants et détaillants.

Ainsi, l'industrie de transformation en place dans les zones rurales se destine principalement à satisfaire l'autoconsommation, et la vente des excédents aux populations à

proximité. Cependant, cette industrie ne possède en rien les caractéristiques de base pour produire du riz capable de rivaliser avec les importations.

C'est dans ce contexte que, dans plusieurs pays ouest-africains, SOS Faim et Vredeseilanden gèrent des programmes en collaboration avec les organisations paysannes au niveau local, régional et national afin, d'une part, d'améliorer la production durable d'un riz compétitif et de qualité et, d'autre part, de soutenir les politiques régionales permettant de protéger la production locale et la coordination entre les différents acteurs de la chaîne.

> Cependant, en matière de durabilité, une critique se fait jour : un consultant indépendant comme Michael Conroy ainsi que plusieurs activistes s'interrogent sur les critères pris en compte par ces labels et dénoncent le fait qu'ils ne soient pas durables. UTZ Kapeh et Rainforest Alliance sont, selon Rogier Eijkens des « labels faciles » : par exemple, la certification Rainforest ne garantit pas un prix minimum d'achat des produits aux petits producteurs et, globalement, Vredeseilanden constate un réel manque de respect de la législation locale.

En tant qu'association travaillant dans la consolidation des associations paysannes, Vredeseilanden leur préfère des labels « fair-trade » qui représentent plus d'avantages pour les agriculteurs. Mais la situation des petits paysans en Indonésie est difficile. Les prix des fèves de cacao vendues à des commerçants locaux sont assez bas. Et, sans distinction, le mauvais cacao coûte le même prix que le bon.

L'attention portée par les grands groupes à la confection d'un chocolat de qualité est une opportunité exceptionnelle.

Obtenir un certificat UTZ Kapeh est assez facile et rapide et donne aux producteurs l'accès à un marché commercial contre les lois duquel Vredeseilanden ne peut pas lutter. Rogier Eijkens concède de façon réaliste que, l'écoute des OP étant leur priorité, ils ont ainsi des compromis à faire sur leurs propres exigences.

### Comment les ONG et les paysans peuvent-ils garder une marge de manœuvre face aux géants ?

Il ne faudrait pourtant pas croire que les multinationales tiennent tout en main. Roger Eijkens met en évidence le fait que Vredeseilanden travaille avec les producteurs depuis déjà de nombreuses années et il ne pense pas que l'intention des compagnies soit de les évincer. Si celles-ci ont besoin que les agriculteurs et leurs OP puissent leur vendre une certaine qualité et quantité de cacao, elles n'ont, par contre, ni les moyens ni le temps de leur apporter le suivi et l'accompagnement qui restent la spécificité des ONG telles que Vredeseilanden.

Roger Eijkens reconnaît que, dans le futur, ces grands groupes internationaux pourraient, s'ils le souhaitaient, embau-

cher toute l'équipe de Vredeseilanden mais ils ne le feront pas parce qu'ils y perdraient... Il s'agit d'une stratégie win-win, conclut-il. Mais, pour se prémunir de ce genre de dérives, l'ONG est en train de mettre en place un fonds privé, destiné à des investisseurs individuels ou non, qui serait directement injecté dans les OP locales. Roger Eijkens insiste sur le fait qu'il ne s'agirait pas d'aide mais bien d'investissement (l'achat d'un moulin à riz pour les producteurs, par exemple) : une autre manière de rester indépendant.

En fait, cette initiative touche aux fondements même de l'action de Vredeseilanden en Indonésie : renforcer le pouvoir des producteurs et consolider leurs organisations, les mettre dans une position où ils auront la possibilité de négocier et de développer leur compétences en affaires. Roger Eijkens réaffirme que l'ONG continuera à les soutenir et qu'elle n'est pas sur le point de devenir un rouage dans l'organisation de Mars ou Armajaro. ■

Article rédigé en collaboration avec Charline Cauchie et Pierre Coopman

LE POINT DE VUE D'UNE MULTINATIONALE

# « Un processus de bénéfice mutuel »

► Interview d'Ingmar Streese

**La demande en cacao de qualité ne cesse d'augmenter depuis quelques années. Les géants du secteur doivent innover pour faire face à cette mutation. Il semble que, chez Mars, on ait trouvé la solution win-win par excellence.**

**Défis Sud :** Historiquement, qu'est-ce qui a conduit une multinationale telle que Mars à s'impliquer auprès des petits producteurs indonésiens et de leurs organisations ?

**Ingmar Streese :** L'Indonésie est une situation assez unique pour Mars. Nous voulions y acheter du cacao mais aucun des fournisseurs avec qui nous travaillons habituellement n'y était présent<sup>1</sup>.

L'idée a donc été d'entrer directement en contact avec les producteurs locaux afin de développer de nouvelles filières d'approvisionnement. Initialement, nous voulions simplement obtenir davantage de cacao : la demande mondiale augmente et nous cherchons donc constamment de nouvelles sources d'approvisionnement. Mais Mars exige un niveau minimum de qualité, et certains produits indonésiens ne remplissaient pas ces critères, au niveau du séchage par exemple. Nous avons donc mis en place un programme d'aide aux producteurs, au travers de formations, de *premiums* sur les prix, de pépinières, etc., afin d'améliorer à la fois la qualité et le rendement des cultures de cacao. C'est véritablement un processus d'aide mutuelle : les producteurs nous fournissent davantage de cacao et nous les aidons à améliorer leurs connaissances, leurs produits et leurs rendements, ce qui se traduit par des revenus plus élevés. Ce programme répond également à une demande de la

<sup>1</sup> : Les principaux fournisseurs mondiaux de cacao incluent les sociétés ADM, Cargill et Armajaro.



© Vredeseilanden.

Un partenariat win-win entre les cacaoculteurs et Mars ?

part des consommateurs, à la recherche de produits plus respectueux aux niveaux environnemental (engrais, pesticides, etc.) et social (le travail des enfants par exemple). Nous avons pour objectif de nous approvisionner à 100 % en cacao certifié durable d'ici 2020 et l'Indonésie pourrait y jouer un grand rôle, en même temps que d'autres grands pays producteurs, en Afrique notamment.

**DS :** Dans le cas de Mars, quel est l'équilibre de pouvoir ? Comment éviter qu'il n'y ait qu'un petit bénéfice pour les paysans d'une part et un énorme pour Mars de l'autre ?

**IS :** Mars est une société familiale, fondée sur un ensemble de principes : réciprocité, responsabilité, etc. Cela

[Suite à la page suivante >](#)

## Ingmar Streese

est directeur des programmes et partenariats mondiaux chez Mars Incorporated à Bruxelles.

La multinationale américaine, l'un des leaders sur le marché mondial du chocolat, a mis en place un programme de coopération avec l'ONG flamande Vredeseilanden et des organisations paysannes indonésiennes afin de directement s'approvisionner en cacao auprès des petits producteurs.



© Vredeseislanden.

La production de cacao doit suivre une demande croissante.

> signifie, entre autres, que nous ne faisons pas de profit au détriment d'autres acteurs, qui doivent également bénéficier des liens de coopération. Nous avons d'ailleurs en interne une charte qui décrit l'ensemble de ces principes, principes qui sont implémentés dans tous nos projets<sup>2</sup>. Dans le cas du cacao indonésien, je le répète, le bénéfice est mutuel. Nous obtenons davantage de cacao, de meilleure qualité, tout en aidant les agriculteurs à améliorer leurs rendements, et donc leur niveau de vie.

**DS:** Ce principe de réciprocité est donc basé principalement sur une augmentation du volume de vente des agriculteurs... Mais les principaux labels utilisés par Mars (Rainforest Alliance et UTZ Kapeh) ne garantissent pas de prix minimum, au contraire du label Fair Trade par exemple...

**IS:** En effet. Mais ces systèmes de certification garantissent un *premium* aux

agriculteurs qui implémentent les divers critères, de 150 à 200 dollars par tonne de cacao. Le label Fair Trade offre bien un prix plancher mais ce prix est assez bas et bien en dessous du prix actuel.

**« Mars délègue beaucoup aux ONG, qui accomplissent souvent un magnifique travail. »**

Et pour être honnête, nous ne nous attendons pas à une baisse significative de prix dans les deux prochaines décennies. C'est plutôt le contraire en fait, de par la forte augmentation de la demande sur le marché mondial, tirée par les pays émergents tels que l'Inde ou la Chine. Mais nous allons aussi introduire, dès le début de l'année prochaine, des produits <Maltesers> labellisés Fair Trade, notamment au Royaume-Uni et en Irlande.

**DS:** Quel est le meilleur label selon vous ?

**IS:** Les critères de ces trois labels sont très similaires, on estime qu'ils se recoupent à 85%. Nous utilisons donc les trois, cela dépend surtout du produit ou de la marque commercialisée ainsi que du marché. Rain Forest Alliance est ainsi utilisé au Royaume-Uni, UTZ plutôt aux Pays-Bas et en Allemagne.

La disponibilité auprès de l'organisme certificateur est également très importante, la demande en cacao certifié augmentant d'année en année, pas seulement chez Mars. De manière plus générale, je pense qu'au XXI<sup>e</sup> siècle, toute matière première agricole doit être produite de manière durable. Les systèmes de certification sont un formidable moyen d'avancer dans cette direction. Mars est un acteur majeur sur le marché mondial du cacao : nous achetons près de 10% du total produit de par le monde. Nous avons donc de grandes responsabilités et

<sup>2</sup> : Plus d'informations sur le site de Mars : <http://www.mars.com/global/about-mars/principles-in-action-summary.aspx>

nous pensons qu'avec ces trois systèmes de certification, nous pouvons concrétiser ces responsabilités sur le terrain.

**DS :** *Mars est-elle plus efficace que les ONG dans ses interventions ?*

**IS :** Dans certaines zones, les ONG ont beaucoup d'expérience de terrain. Dans d'autres, elles ne sont tout simplement pas présentes et des sociétés telles que Mars peuvent peut-être y accomplir un bon travail. Mais nous estimons que les interventions les plus efficaces sont les collaborations. Elles permettent des échanges d'expériences et de connaissances, un accès accru aux ressources et *in fine* d'obtenir de meilleurs résultats. Nous sommes donc ouverts à toute forme de coopération, aussi longtemps que les agendas concordent.

**DS :** *Quels sont les services qui restent spécifiques aux ONG ?*

**IS :** Mars délègue beaucoup aux ONG, qui accomplissent souvent un magnifique travail. Nous sous-traitons ainsi parfois la formation des agriculteurs car nous ne pouvons être partout, dans chaque village. Il y a également de nombreuses ONG très expérimentées en gestion de la biodiversité, en agroforesterie, que ce soit en Afrique de l'Ouest ou en Indonésie. Les régions où est cultivé le cacao sont des régions tropicales, donc avec un potentiel de destruction des forêts très important. Les ONG connaissent les synergies entre forêts et plantations, en fonction du type de sol et de l'environnement. Elles peuvent ainsi conseiller aux agriculteurs les plantes complémentant le mieux le cacao et permettant d'apporter un revenu régulier toute l'année : le caoutchouc par exemple, ou le palmier, le bananier, etc. Mars coopère plus particulièrement avec le WWF sur l'approvisionnement en poisson durable, pour sa gamme de produits pour animaux, ainsi qu'en huile de palme durable, au travers de la Table ronde sur l'huile de palme durable<sup>3</sup>.

**DS :** *Ce rôle de sous-traitant des multinationales ne risque-t-il pas de faire perdre aux ONG leur indépendance ?*



© Vredeseilanden.

Les exigences de qualité du cacao sont de plus en plus élevées.

**IS :** Nous nous devons encore une fois d'appliquer le principe de réciprocité, ce n'est pas dans notre intérêt qu'une ONG devienne dépendante. Cela la modifierait et elle ne serait tout simplement plus le partenaire avec lequel nous souhaitons collaborer au début. Nous apprenons de leur feedback, de leurs critiques. Les deux organisations coopèrent mais aucune d'entre elles ne doit oublier d'où elle vient et perdre son indépendance. Il faut bien sûr que l'ONG soit satisfaite et ne se sente pas débordée par une société de la taille de Mars.

**« Mars n'augmentera pas le prix des produits certifiés. »**

**DS :** *Est-il réaliste d'avoir tout le cacao mondial produit de manière durable ? Cela ne présente-t-il pas un risque en termes de prix auprès du consommateur ?*

**IS :** L'objectif de Mars est de se fournir à 100 % en cacao durable d'ici 2020 car il joue un rôle de leader, de par sa taille sur le marché. Est-ce généralisable ? Nous espérons que d'autres sociétés aux engagements similaires vont s'engager dans cette voie. Cela peut également venir des États : les Pays-Bas se sont ainsi engagés à interdire la commercialisation de cacao non certifié sur leur territoire d'ici 2025.

L'Allemagne a également mis en place un forum pour supporter le cacao durable. Concernant le problème du prix, Mars n'a pas l'intention d'augmenter le prix des produits certifiés, grâce, entre autres, à des économies en interne. Et il faut tenir compte du fait que, sur le moyen terme, la généralisation des standards de certification va certainement entraîner une baisse mécanique des prix.

**DS :** *Quels sont les autres moyens d'impliquer les petits producteurs et d'améliorer leurs revenus ?*

**IS :** Les agriculteurs peuvent faire beaucoup et il existe encore de nombreuses opportunités de collaboration. Nous avons, par exemple, travaillé avec la société IBM et des instituts de recherche pour rendre public le génome du cacao. L'idée est de faciliter les croisements, dans le but d'obtenir de meilleures variétés : rendement amélioré, résistance aux organismes nuisibles, aux maladies, etc.

Mars, ainsi que d'autres sociétés, supportent la fourniture de ces nouvelles variétés et aident les agriculteurs qui veulent planter de nouveaux arbres. Les producteurs locaux peuvent ainsi travailler les croisements, mettre en place des pépinières et investir dans ces nouvelles variétés. ■

Propos recueillis par Patrick Veillard

3 : The Roundtable on Sustainable Palm Oil : <http://www.rspo.org/>

LE MARCHÉ S'ADAPTE, LES RÉPONSES AUSSI

# Chaînes de valeur et défis contemporains

► Un article de *Miguel Mennig*

**Les échanges commerciaux sur le marché mondial s'accélèrent. On constate aussi l'émergence de nouveaux acteurs ainsi que l'intensification des rapports Sud-Sud. Ces caractéristiques peuvent-elles modifier la face de la mondialisation et offrir de nouvelles formes de négociation aux filières agricoles du Sud ?**

Selon l'OMC, le commerce mondial a explosé ces dernières années (14,5% de hausse en 2010). L'arrivée des pays émergents sur les marchés du Sud exacerbe la compétition pour l'accès aux produits de base et un nombre croissant d'entreprises agroalimentaires tentent de diversifier leurs sources d'approvisionnement, se

permettant, idéalement, à ces derniers de dégager des revenus supplémentaires. En principe, une stratégie win-win, une chaîne de valeur gagnante pour tous les protagonistes de la filière...

Allant de pair avec l'élargissement des marchés, l'intégration des petits producteurs et le soutien à l'ensemble des composantes de la chaîne de valeur de l'agriculture recueillent aujourd'hui une large unanimité, tant du côté de la Banque mondiale que des organisations paysannes (OP). L'Aide pour le commerce (APC) est au cœur des discours institutionnels consacrés au développement et représente aujourd'hui un tiers de l'ensemble de l'Aide au développement.

« *Farmer effect* »  
ou effet de mode ?

Pourquoi soudain une autre logique tiendrait compte des intérêts des petits producteurs ? Cet article remet en question les effets de mode du « *Farmer effect* ».



© Gaël Turine / SOS Faïm.

Pourquoi s'insérer dans une chaîne de valeur, si l'équité n'est pas garantie ?

tournant ainsi directement vers les petites exploitations agricoles. La création de nouveaux marchés urbains, avec une classe moyenne adoptant de nouveaux modes de consommation et exigeant des normes de qualité supérieure, font de la proximité de ces petits exploitants un atout économique important, tout en

## **Des doutes autour de la démarche des multinationales**

Il est ainsi assez surprenant de voir à quel point les paysans sont désormais convoqués, à grand renfort de discours, comme partenaires à part entière. Et lorsque, au dernier Forum mondial de Davos, Jerry Steiner, vice-président de

Monsanto, a appelé les dirigeants de ce cénacle à intégrer la voix des paysans pour créer un « cercle vertueux » dont ils seraient les premiers bénéficiaires, on ne peut que s'en réjouir. Toutefois, un certain scepticisme se fait jour lorsque, dans la foulée, il loue l'esprit d'initiative de « ces millions de paysans » qui ont osé adopter les semences à haut rendement et conclut que « lorsque les agriculteurs gagnent, nous réussissons tous ». Sans doute, ce « nous » représente-t-il les signataires de cette *Nouvelle vision pour l'agriculture*, parmi lesquels les géants céréaliers (ADM, Bunge, Cargill), agrochimiques (DuPont, Syngenta, Monsanto) ou agroalimentaires (Coca-Cola, General Mills, Kraft, Nestlé).

**La part des gains s'est de plus en plus concentrée aux derniers échelons de la chaîne, c'est-à-dire vers les activités commerciales.**

Pourquoi ceux-ci s'inséreraient-ils dans des chaînes de valeur équitables, fondées sur une confiance et des avantages partagés, alors que leur stratégie économique a toujours été, logiquement d'ailleurs, de maximiser les profits et leur force de frappe ? Pourquoi soudain une autre logique, qui tiendrait compte des intérêts des petits producteurs et des populations concernées, prévaudrait-elle ? Et ce, alors même que le monde de l'agrobusiness, souvent adossé à des fonds de pension, est régi par des retours élevés sur des investissements à court terme qui peuvent atteindre des taux surréalistes (15 à 20% dans certains cas) ! Le concept d'équité serait-il aujourd'hui un argument commercial qui leur ouvrirait de nouvelles niches rentables sur les marchés ?

#### **Tout le monde gagnant ?**

Toujours est-il qu'une chaîne de valeur met en jeu des acteurs économiques radicalement inégaux dans un rapport de négociation, quand il existe, où chacun tente d'optimiser la part qui lui revient. Or, force est de constater que les petits exploitants agricoles sont précisément

## Comment les pays émergents gèrent-ils leur croissance économique ?

**On assiste actuellement à une croissance substantielle des relations commerciales entre pays du Sud. Mais, dans leur gestion de la production agroalimentaire, des pays émergents comme le Brésil négligent de regarder long-terme. La facture leur pend au nez.**



© Julie Etchart/Panos.

Quels dividendes du miracle brésilien pour le paysan brésilien ?

Selon la Cnucead, 40 % de tous les investissements hors frontières dans le domaine de la production agricole se sont réalisés entre pays du Sud. Parmi ceux-ci, le Brésil qui, selon *The Economist*, pourrait rapidement devenir la première puissance mondiale de l'agroalimentaire. Aujourd'hui, d'après la Banque mondiale, sa production agroalimentaire, se doublant d'un savoir-faire certain, dépasse quatre fois celle de toute l'Afrique. D'énormes projets d'investissement agricoles, associant tant

des fermes industrielles que des petits agriculteurs, sont mis sur pied entre pays africains (Mozambique, Soudan) et Brésil. Le Mozambique a ainsi octroyé au Brésil une concession d'exploitation de 6 millions d'hectares, pourvu que la force de travail soit à 90 % locale.

Mais à quel prix s'est fait ce succès indéniable de l'agro-industrie brésilienne ? Les dommages environnementaux sont manifestes : pollution de bassins hydrologiques, dégradation des sols,

déforestation massive, biodiversité menacée. Pourtant, comme s'en plaignait le président des producteurs de coton brésilien, les réglementations environnementales en vigueur, comme les limites imposées à la déforestation, semblent encore trop dissuasives alors qu'elles sont inexistantes dans certains pays africains. Quant aux coûts sociaux, les organisations paysannes brésiennes mènent un combat incessant pour protéger les droits élémentaires des petits paysans et leur intégration dans la chaîne de valeur relève de l'abstraction la plus totale.

Dans leur quête de nouveaux marchés, les méthodes de cette nouvelle élite globale ne diffèrent donc guère de celles de leurs homologues occidentaux. Le risque n'est-il pas d'assister à une lutte exacerbée entre ces géants économiques ou au contraire à des ententes pour se partager les parts du gâteau ? Quelle que soit la formule, les petits exploitants risquent bien d'en être les premières victimes.

ceux qui, mondialement, souffrent le plus de la pauvreté, comme le rappelait encore le rapporteur spécial des Nations Unies pour le Droit à l'alimentation, Olivier De Schutter.

À en croire la Cnucead<sup>1</sup>, on est donc loin d'une démarche win-win : « les chaînes de valeur se sont internationalisées tan-

dis que la part des gains s'est de plus en plus concentrée aux derniers échelons de la chaîne, c'est-à-dire vers les activités commerciales ». Selon cette étude, le développement des sociétés transnationales et les importantes concentrations de pouvoir afférentes entraînent une domination de la chaîne par certains types d'acheteurs de produits de base, comme les propriétaires de grande plantations, les sociétés commerciales ou les groupes de supermarchés multinationaux.

1 : Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, *Questions relatives à la chaîne des valeurs*.

[Suite à la page suivante >](#)

> Inversement, en début de chaîne, les producteurs ont vu leur part de valeur et leur pouvoir de négociation diminuer. Ainsi, en l'espace de 15 ans, la part des producteurs de café Robusta en Côte d'Ivoire est passée de 17,50 % à 7,20 % et de 43 à 8 % au Vietnam. De façon plus générale, « les nations africaines et les pays les moins avancés (PMA) d'autres parties du monde ont souffert de façon disproportionnée de ces tendances ». Et la flambée ultérieure des prix agricoles (2007-2008) n'a pas profité aux petits agriculteurs, comme on pouvait le supposer.

**Les paysans  
doivent s'organiser  
pour dégager la part  
qui leur revient.**

#### **La priorité : s'organiser**

Il ressort donc que si les petits exploitants sont confrontés à des handicaps majeurs face aux chaînes de valeur (faibles quantités produites, difficulté de suivre les normes de qualité exigée, informations déficientes quant aux prix du marché et aux pratiques commerciales), leurs chances de réussite seront largement amplifiées par leur insertion dans des coopératives ou des OP. Comme le reconnaît l'Ifad<sup>2</sup>, il existe un vide institutionnel créé par les politiques d'ajustement et le dépérissement des États. Les petits paysans doivent donc se regrouper et s'organiser entre eux pour mieux s'intégrer aux marchés en développant leur capacité de négociation, ce qui leur permettra de mieux dégager la part qui leur revient dans les chaînes de valeur.

D'autre part, pour tenter de contrer la position dominante et les abus de certains dans le commerce agricole mondial, Olivier De Schutter prône un soutien accru des États aux coopératives agricoles à travers des cadres législatifs appropriés qui étendraient aussi les lois sur la concurrence aux acheteurs étrangers. Même son de cloche du côté de la Cnuced, où l'on appelle à un renforcement des réseaux locaux et de groupes de producteurs et à leur soutien par les

2 : Fonds international du Développement agricole, une agence des Nations Unies.

## Le défi d'un marché intra-africain

**Compte tenu de la poursuite de la croissance démographique et de l'urbanisation, on peut dire que le grand défi qui se pose aux pays africains est d'assurer le plein accès des systèmes nationaux de productions agricoles et alimentaires au marché intra-africain.**

Dans une tribune libre<sup>1</sup>, P. Baris et M. Levy constatent que les villes de la sous-région « Afrique de l'Ouest » seraient déjà nourries aux 4/5 par des produits locaux et issus du commerce régional. Elles constitueraient un débouché plus important que les marchés à l'exportation. Il convient donc de replacer dans les débats actuels le développement du commerce intrarégional malmené par la crise et délaissé par les dirigeants nationaux et la communauté des donateurs. Pascal Lamy, lui-même, souligne

1 : Pour un véritable commerce intra-africain, avril 2011, sur le site [www.inter-reseaux.org](http://www.inter-reseaux.org)

d'ailleurs que, pour sortir « d'un modèle colonial des échanges », l'intégration régionale africaine est encore insuffisante. Or, une forme de régulation des pratiques commerciales et de limitation de la volatilité des prix serait nettement plus facile à mettre en œuvre à ce niveau.

Il semble que dans ce débat, les organisations paysannes (OP) africaines, fortes de leurs réseaux de solidarité existants, aient un rôle effectif à jouer pour encourager une démarche qui assurerait à l'Afrique une plus grande autonomie face aux marchés d'exportation et lui permettrait de

définir son propre mode de développement. Pour autant, il ne faudrait pas que les OP soient réduites à des agents économiques et commerciaux parmi d'autres et perdent leurs fonctions intrinsèques liées au développement social et aux questions politiques adjacentes (réforme du foncier, reconnaissance de l'exploitation familiale et d'un modèle agroécologique, droits des travailleurs...), les isolant ainsi de la société civile et de ses revendications.

Que le moteur de la croissance dans nombre de pays en développement soit aujourd'hui plus porté par la demande intérieure que par les exportations est sans doute une occasion à saisir, si du moins ces pays ne reproduisent les schémas classiques de l'échange inégal et de la concentration des richesses.

gouvernements afin de créer un environnement favorable au développement des marchés intérieurs et régionaux.

#### **Miser sur les marchés intérieurs**

En effet, plutôt que de se focaliser sur des filières d'exportations trop souvent marquées par une asymétrie pernicieuse, ne serait-il pas plus judicieux d'exploiter l'énorme potentiel, trop négligé jusqu'ici, des échanges commerciaux entre nations africaines (10 % aujourd'hui), potentiel susceptible de réduire leur dépendance par rapport à un système imposé de l'extérieur (voir encadré) ? Une intégration intra-régionale africaine permettrait aux États africains de dégager des financements nécessaires au développement des infrastructures susceptibles de faciliter, pour les petits producteurs, un meilleur accès aux marchés locaux et régionaux.

Il ne s'agit pourtant pas de nier les initiatives salutaires qui tentent de corriger l'inégalité et l'asymétrie des chaînes de valeur. Mais il serait illusoire de perdre de vue que dans ce domaine, plus encore que dans la sphère politique, les rapports de pouvoir sont omniprésents et exigent qu'on s'y plie ou qu'on les fasse plier.

Quelles que soient les initiatives posées et l'honnêteté de certains décideurs économiques, il importe que les « petits paysans » arrivent à s'organiser collectivement pour échapper aux pièges inhérents aux filières commerciales existantes. ■

SÉNÉGAL

# Les producteurs de mil aiment ce pain-là

► Un article de *Mohamed Gueye*

**Au Sénégal, les producteurs de céréales locaux collaborent avec les transformateurs et les boulangers pour offrir aux consommateurs du pain à base de mil ou de maïs. L'ambition est, à terme, de bousculer le monopole du pain à base de blé, un monopole qui coûte cher à l'économie nationale et ruine l'agriculture locale.**

À côté du riz, le pain est devenu un élément littéralement incontournable de l'alimentation des Sénégalais. Rares sont désormais les repas qui ne sont pas accompagnés d'une baguette de pain. Mais, bientôt à Dakar, vont apparaître de nouveaux kiosques à pain. Des kiosques différents car ils ne vendront que des pains à base de céréales locales, comme

## La genèse du pain doolé

Pourquoi une telle initiative ? « En 2000, le Sénégal a importé 257.000 tonnes de farine de blé. Et dix ans après, nous en importons 468.000 tonnes. Si les tendances ne sont pas inversées, en 2020, nous allons atteindre les deux millions de tonnes de blé en importation. Le pain est devenu un aliment majeur de la nourriture sénégalaise », explique Amadou Gaye. Pour enrayer la tendance à l'importation massive de blé, les organisations des boulangers et les producteurs de céréales ont cherché à offrir un produit qui pouvait minimiser leurs charges et accroître leurs profits. C'est ainsi qu'est née l'idée de créer le pain doolé (terme wolof signifiant «force»).

*Mohamed Gueye*

est le chef du « desk » économie au journal sénégalais *Le Quotidien*. Il est le correspondant de *Défis Sud* au Sénégal depuis quatre ans. L'ensemble des articles rédigés par Mohamed Gueye est accessible sur [www.sosfaim.org](http://www.sosfaim.org)



©. Crispin Hughes/ Panos.

Au Sénégal, quelques rares boulangers, peuvent fournir du pain 100% local.

le mil et le maïs, ou dans une moindre mesure, de légumineuses comme le niébé, une variété locale de haricot. Un projet dont la concrétisation n'est plus qu'une question de temps, selon Amadou Gaye, le président de la Fédération nationale des boulangers du Sénégal.

Un partenariat a été établi entre les différents acteurs de la filière, pour favoriser l'utilisation des céréales locales : Mass Gningue, président de l'Organisation des producteurs des céréales, membre de la Fédération des ONG du Sénégal (Fongs), explique que sa structure a établi un

[Suite à la page suivante](#) ►



Comment utiliser les céréales sénégalaises dans le pain sénégalais ?

➤ accord avec l'Association nationale des transformateurs de céréales locales qui, à leur tour, ont passé des accords de performance avec les boulangers. L'objectif de départ était d'offrir aux consommateurs un pain de qualité à un coût relativement abordable, au moment où les cours mondiaux du blé étaient à la hausse. L'autre intention était de profiter de l'engouement que connaît la consommation de pain au Sénégal pour booster la production nationale de céréales.

Mass Gningue explique encore qu'au-delà de la promotion des céréales locales, le projet est né d'une réflexion sur une certaine vision du développement rural, menée par la Fongs. Il s'agissait, pour son organisation, à travers le partenariat tripartite avec les transformateurs et les boulangers, de « *fournir un accompagnement aux exploitations familiales de manière à leur permettre de participer au développement de leur milieu naturel, par la transformation et la valorisation de leur production* ». Il s'agissait aussi de chercher des éléments de complémentarité entre les différents producteurs, pour qu'ils tirent tous, par leur interdépendance, le plus grand bénéfice de leur activité.

#### Comment ça marche ?

Le Projet de promotion de la productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO), a permis en travaillant de concert avec l'Asprodeb, la branche économique du Conseil national de coopération et de concertation

des ruraux (CNCR), de passer à la phase concrète. Les producteurs de céréales locales, les transformateurs, les boulangers, ainsi que le partenaire technique, l'Institut de technologie alimentaire (ITA), ont passé un accord de performance.

#### **L'objectif était d'offrir un pain de qualité à un coût abordable.**

Ainsi, les producteurs s'engagent, par contrat, à produire et à fournir régulièrement une quantité définie de mil et de maïs aux transformateurs. Ils collectent leur récolte, la conditionnent et la stockent dans de bonnes conditions avant de la livrer aux transformateurs.

Ces derniers, pour leur part, ont la responsabilité de fournir aux boulangers la préparation spéciale, constitué d'un mélange proportionné de farine de céréale locale et de blé, qui va produire le pain *doolé*. Selon la demande, le mélange se fait à proportion de 15 %, de 25, ou de 50 % de céréale locale et de blé. Enfin, toutes ces techniques sont maîtrisées grâce à l'expertise de l'ITA qui est chargé, dans ce partenariat, de contrôler la qualité de la matière première fournie, ainsi que de la valeur nutritive des produits finis. L'organisme de recherche s'occupe également du renforcement des capacités des différents acteurs, en particulier

des transformateurs des céréales, qu'il forme aux techniques de fabrication de la farine de panification.

#### Quels avantages pour chaque partenaire ?

En plus d'être assurés d'une source régulière de revenus, les paysans bénéficient des magasins de stockage, dont l'absence est l'un des plus grands freins à la production de qualité et en quantité au Sénégal. Mass Gningue explique que la Fongs a mobilisé plusieurs exploitations familiales sur ce programme. Aussi bien à Louga, à Mekhé, dans le Centre-Ouest, qu'à Kaffrine et Kounguel, dans l'ancien Bassin arachidier, des producteurs ont été mis à contribution. Pour cette phase pilote, l'organisation nationale des producteurs des céréales n'a pas voulu impliquer plus de 500 exploitations familiales. Mais les dirigeants de l'organisation ont failli être débordés par les attentes de leurs membres. Le leader paysan estime que plus de 1000 exploitations familiales se sont mobilisées dans les zones ciblées, pour se lancer dans la production des céréales locales sèches à titre commercial. Il est vrai que le PPAAO a rendu l'activité rentable.

De son côté, Mme Aïssatou Dème, présidente de l'Association nationale des transformateurs des céréales du Sénégal, assure que plusieurs entreprises de transformation nourrissent de l'espoir dans ce projet. Il est vrai qu'au-delà du marché qui leur est garanti, le renforcement des capacités dont ils bénéficient est inestimable. En plus de l'acquisition de nouveaux appareils très performants, à bon prix et à des conditions très avantageuses de crédit, les transformateurs et les boulangers retenus dans le projet, ont pu suivre des formations pour le renforcement de leurs capacités dans la fabrication de pain.

#### Obstacles financiers et tarifaires

Une des seules choses qui pourraient freiner le projet est le manque de confiance du secteur financier. Aussi bien les boulangers que les transformateurs se désolent de ce que les banques locales ne leur fassent pas encore suffisamment confiance pour leur garantir un fonds de roulement pourtant nécessaire au développement de leurs capacités et à l'expansion de leur commerce.

© Marine Lefebvre / SOS Faim.

Selon Aïssatou Dème, pour les transformateurs de céréales, il s'agit d'une nécessité absolue: «*Imaginez que le mil ou le maïs récolté soit vendu comme produit naturel. Mais si nous le passons à la meule et en faisons de la farine, il devient un produit transformé pour lequel nous devons payer une TVA de 18%. Or, c'est une taxe que nous ne pouvons répercuter sur le consommateur, de peur qu'il se détourne de notre marchandise. Par ailleurs, la plupart des entreprises de transformation emploient une moyenne de dix personnes, ce qui est une charge non négligeable.*»

Ce corps de métier négocie depuis des années avec les pouvoirs publics, pour obtenir la levée de cette taxe inique qui empêche certains meuniers de développer leur acti-

vité de transformation des céréales locales. Ceux-ci, ainsi que leurs partenaires paysans, espèrent que, si le pain composé s'impose auprès du public, l'État finira par lever les barrières tarifaires à l'activité. Car, ajoute Mme Dème, «*les résidus de riz que l'on nous envoie de Thaïlande, entrent dans ce pays avec une exonération, alors qu'ils viennent concurrencer notre riz local de bonne qualité. Pourquoi notre mil local devrait-il payer la TVA ?*», s'indigne-t-elle.

#### **Mise en œuvre lente d'un projet ambitieux**

Amadou Gaye, de la FNBS, indique que si les choses tardent à passer à la phase opérationnelle, c'est «*du fait des procédures d'approbation et de décaissement de la Banque mondiale, qui prennent énormément de temps, même pour une action de petite envergure*». En effet, ce projet de kiosques à

pain est financé grâce à un concours de l'institution de Bretton Woods, à travers le Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAO) de la Cedeao, et le fonds national de recherche agricole et agroalimentaire (FNRAA). Mais, pour le moment, seules quelques rares boulangeries peuvent fournir des consommateurs privilégiés.

L'ambition des différents partenaires est grande. Amadou Gaye, tout comme Mass Gningue, estime que si le financement suit, le pain composé pourrait être vendu sur l'ensemble du territoire national d'ici la fin de l'année prochaine. Selon eux, les paysans sénégalais seront en mesure de répondre à une demande croissante en céréales et ce, même sans un accompagnement véritable de l'État. ■

## BURKINA FASO

# Paysans visionnaires, entrepreneurs en herbe

► Un article de *Inoussa Maïga*

**Longtemps victimes des assauts multiples des commerçants, de plus en plus de producteurs familiaux burkinabè s'organisent autour de produits précis pour conquérir les marchés locaux et améliorer la rentabilité de leurs investissements.**

«*Bonjour ! j'ai du maïs à vendre... Combien ?... 500 francs le plat... trop cher... Alors combien proposez-vous ?... Je vais vous le prendre à 350 francs... Non ce n'est pas possible... C'est mon dernier prix...*» Au Burkina Faso, ceux qui fréquentent les marchés forains des villages sont très souvent témoins de ce genre de scènes. Les paysans se plaignent des prix instables et peu rémunérateurs que leur imposent les commerçants. Ces derniers, pour se justifier, avancent les coûts de transport élevés, la faiblesse du prix de vente au consommateur final, de plus en plus séduit par les produits importés.

À l'origine de cette brouille : des marchés déstructurés, des filières désorganisées, une méfiance « séculaire » entre acteurs. Voilà le résultat d'une faible productivité et d'un manque de réelle concertation entre exploitants, vendeurs de produits et d'intrants agricoles, organismes d'appui et de formation, institutions financières ou de microfinance, etc.

«*Les producteurs familiaux sont souvent le maillon faible tout simplement parce qu'ils ne sont pas assez bien organisés pour défendre leurs intérêts. Or, en face ils ont par exemple des commerçants qui sont plus organisés, qui ont l'information sur les marchés et qui ont un pouvoir de négociation beaucoup plus grand*», constate Stéphane Bayala, Conseiller Agribusiness à l'IFDC, une ONG américaine qui œuvre pour le développement des chaînes de valeur.

Suite à la page suivante ►

*Inoussa Maïga*

est journaliste et chargé de programme chez Jade productions (Burkina Faso)  
<http://www.jadeproductions.info/>



### Conquérir le marché

À Léo, une ville située à environ 200 kilomètres au sud de Ouagadougou, les commerçants de céréales continuent certes de faire la loi sur le marché mais, en face, les agriculteurs familiaux s'organisent de mieux en mieux. Moussa Joseph Dagano est l'un d'eux. Président de la Fédération Nian Zwè (FNZ), une organisation paysanne régionale, il gère une exploitation familiale de 40 hectares. Il cultive principalement le maïs et le riz. «Nian Zwè signifie: 'La faim est terminée'. Ça veut dire qu'avant, on cultivait pour nourrir nos familles. Aujourd'hui, on a dépassé ce stade. On produit pour conquérir le marché», déclare-t-il d'entrée de jeu, non sans fierté. «Nous ne produisons plus de la même manière. Les paysans s'engagent dans des productions qu'ils peuvent vendre facilement et à un bon prix. C'est pourquoi les gens produisent beaucoup de patate douce, d'igname, du maïs, le sésame, le tournesol, parce que le marché est très demandeur», ajoute-t-il.

En véritable leader paysan, Joseph Dagano est à l'origine d'une profonde restructuration de son organisation, amorcée il y a trois ans de cela. «Pour conquérir le marché, il fallait créer des espaces d'affaires pour permettre aux paysans d'accéder au marché à moindres frais et dans les bonnes conditions», explique-t-il. Son arme secrète: les unités d'affaires, sorte de business centers où les paysans d'une même zone géographique se retrouvent, partagent leurs expériences et recherchent ensemble des marchés pour la vente groupée de leurs produits. «On prend au moins deux à trois villages dans un rayon de 5 à 10 kilomètres pour en faire une zone d'affaires. On choisit le village situé dans le centre pour en faire le siège. C'est là qu'on se retrouve pour rassembler les produits. La proximité permet de résoudre l'épineuse difficulté de la collecte des récoltes», renchérit Dagano.

### Parier sur la communication

Abdoulaye Sawadogo, président de l'Union nationale des producteurs semenciers du Burkina (UNPSB), est un visionnaire. Il y a deux ans, il a fondé sa propre société, Nafaso, implantée à Bobo-Dioulasso, la capitale économique du pays. Son objectif était d'assurer la production et la commercialisation de

ses propres semences améliorées et de celles des autres producteurs de son organisation. Il justifie son choix: «Depuis trois ans, l'État subventionne l'achat des semences que nous produisons et nous savons que cette subvention vise à parer une situation de crise. Mais, à la fin de la subvention, que deviendront les professionnels semenciers? C'est ce qui nous a poussés à installer des boutiques dans les communes pour rapprocher nos produits des paysans».

### «Les producteurs familiaux sont souvent le maillon faible.»

Les boutiques de Nafaso sont présentes dans 14 communes de la région des Hauts Bassins, dans l'ouest du Burkina. Pour s'imposer sur le marché des semences, Abdoulaye Sawadogo parie sur la communication. «Nos activités nous amènent à collaborer avec ceux qui détiennent le monopole de la communication: les radios locales. À partir du mois de mai, nous essayons de voir quelle est la quantité de nos produits et comment faire en sorte que les gens puissent savoir que ces produits-là sont disponibles dans les boutiques de Nafaso», explique-t-il. En négociateur habile, Abdoulaye Sawadogo multiplie les partenariats avec les radios pour la diffusion de spots publicitaires. Celles-ci sont rétribuées en fonction des ventes réalisées par Nafaso. «Par rapport à la quantité vendue, nous reversons un pourcentage à la radio», précise le PDG de Nafaso.

### Réaliser un bon bénéfice

À une soixantaine de kilomètres à l'ouest de Bobo-Dioulasso, la Scab (Société des coopératives agricoles de Banzon), est spécialisée dans la production du riz. Si les causes divergent, l'objectif recherché par la Scab est le même qu'à la FNZ: assurer à ses membres un meilleur gain pour la vente de leur riz paddy. Depuis quelques années, elle boude les transformateurs du riz local et le marché public de la Société nationale de gestion des stocks de sécurité (Sonagess). «On a un passé qui n'est pas tout à fait rose avec les commerçants, donc on ne veut plus travailler avec eux», déclare Sey-

dou Sawadogo, président de la Scab. La raison? Une crise de confiance qui s'est installée au fil des ans. «Par le passé, on avait des contrats avec eux. Ils venaient prendre notre riz et, quand ça atteignait 100 tonnes, on leur envoyait la facture. Mais, pour qu'il nous paye, c'était tout un problème. D'autres ont tout simplement fui sans rien payer», témoigne le président de la Scab. La Sonagess, quant à elle, proposait un prix peu compétitif aux producteurs. Elle achète sans négociation le kilo du riz paddy à 128 francs CFA.

Aujourd'hui, la Scab vend son riz paddy quasi exclusivement aux étuveuses, qui, non seulement honorent toujours leurs factures dans un délai réduit, mais proposent aux producteurs un bien meilleur prix: 150 francs CFA. Un écart non négligeable de 22 francs CFA qui a définitivement scellé le mariage d'intérêts entre producteurs et étuveuses de Banzon. «Pour le moment nous préférons travailler uniquement avec les étuveuses, à qui nous livrons toute notre production. Car elles payent à un bon prix et souvent au comptant», confirme solennellement Seydou Sawadogo.

### Des motifs de satisfaction

Les initiatives des producteurs, souvent entreprises dans la douleur, portent leurs fruits. À la FNZ, Joseph Dagano se satisfait de l'autonomisation des coopératives de base. «Actuellement, chaque coopérative est entrain de devenir autonome et recrute au moins un gestionnaire. Les ventes groupées permettent de dégager des bénéfices pour alimenter en partie les caisses des coopératives. Elles n'ont pas besoin de demander de l'argent. Elles sont elles-mêmes capables d'assurer leur fonctionnement, de payer leur gestionnaire», se réjouit-il. Les paysans gagnent également plus individuellement. Cela stimule leur enthousiasme et leur engagement auprès de leurs organisations. «Nos membres nous font confiance. Ils savent que, quand ils produisent, les étuveuses sont là pour enlever leurs récoltes. Ils ne s'inquiètent pas non plus pour le paiement parce qu'ils savent que leur coopérative ne va pas brader leur production», témoigne Seydou Sawadogo.

Stéphane Bayala est également témoin de cette évolution: avant, beaucoup d'OP travaillaient sur de plusieurs marchés et, parfois, elles n'avaient même



© Jean-Louis Brocart/ S05 Faim.

Les agriculteurs familiaux s'organisent de mieux en mieux.

pas de programmes d'activités définis. Peu actives, elles avaient beaucoup de difficultés à se structurer et à mobiliser leurs membres.

Mais, lorsque certaines ont commencé à travailler sur un marché bien précis (la filière sorgho, par exemple, qui représente un marché porteur), cela a beaucoup contribué à ce qu'elles s'organisent mieux. « *Aujourd'hui lorsque vous vous rendez dans ces organisations, vous sentez qu'il y a vraiment beaucoup d'amélioration. Les paysans comprennent de plus en plus qu'avec les activités de production agricole, ils peuvent développer, tout autour, une affaire et en vivre. L'un, par exemple, vous dira avec fierté que c'est avec l'argent du sésame qu'il a acheté sa voiture* ». De son côté, Abdoulaye Sawadogo savoure la performance de sa nouvelle société : « *Aujourd'hui au Burkina, si on parle de société de commercialisation des semences, on ne peut pas omettre Nafaso. Nous avons su mettre l'accent là où il faut, c'est-à-dire au niveau de la qualité de nos prestations, de l'information et de la visibilité de la société.* »

#### **Encore du chemin**

Dans leur croissance spécifique, de nombreuses OP burkinabè rencontrent des difficultés. « *C'est plus d'ordre logistique. Nous manquons de lieux de stockage. Nous n'avons pas de magasins adaptés pour le dépôt des produits destinés à la consommation. On y met de tout : l'engrais, le riz, etc.* », regrette Seydou Sawadogo de la Scab. Les riziculteurs de Banzon n'arrivent pas non plus à satisfaire la demande des étuveuses. Selon Seydou Sawadogo, des pertes considérables sont enregistrées à la récolte du riz : le battage se faisant manuellement, près de 10 % des récoltes restent sur les champs.

**« On ne veut plus travailler avec les commerçants. »**

Autre point d'achoppement : les producteurs ne fournissent pas toujours les quantités annoncées au départ. Les raisons sont multiples : mauvaises pluvio-

métries, chute des rendements, mauvaise appréciation de la demande par l'OP, etc. « *Mais ce n'est pas la volonté qui manque. Ils sont très motivés. Même si on leur demande 300 tonnes, ils se disent capables de fournir, mais dans la pratique ils se rendent compte que ce n'est pas aussi évident* », assure Stéphane Bayala. Dans ce cas, certaines OP en difficultés n'hésitent pas à faire appel à d'autres pour honorer le marché. « *On a déjà complété un marché de l'UGCPA (ndlr : Union des groupements pour la commercialisation des produits agricoles). Ils avaient un marché en maïs jaune et des difficultés pour livrer. Ils nous ont demandé d'aller fournir. On l'a fait et c'est eux qui nous ont payé* », explique Joseph Dagano de la FNZ.

On le voit, pour s'insérer dans une logique d'économie de marché, les petits producteurs familiaux ont encore du chemin à parcourir. Un chemin long et truffé d'obstacles et d'incertitudes au point qu'il va leur falloir bien plus que de la volonté pour y arriver. Mais avec une meilleure organisation, la mission n'est pas impossible. ■

BOLIVIE

# Le développement des chaînes de valeur pour dynamiser les économies locales

► Un article de *Mario Tapia Loza* traduit de l'espagnol par *Mathieu Gonzales*

**En Bolivie, l'association Pro-rural a compris tout l'intérêt d'organiser des chaînes de valeur et d'y intégrer l'ensemble des acteurs du marché agricole rural. Comment cela fonctionne-t-il dans la pratique ? Quels avantages et pour qui ? Une analyse complète de la situation.**

## Une situation économique précaire pour la majorité des paysans

Depuis plus d'un demi-siècle, la Bolivie tente de promouvoir et soutenir un développement économique rural productif. Cependant, de manière générale, les objectifs prévus ont rarement été atteints.

Malgré les efforts déployés, la situation des petits producteurs n'a pas beaucoup changé. Leurs revenus sont toujours très bas (excepté, dans une certaine mesure, pour ceux qui travaillent la coca, le quinoa et les cafés spéciaux), leur capacité d'investir est presque inexistante et les conditions dans lesquelles se développent leurs activités économiques sont loin d'être optimales : ils éprouvent des problèmes d'accès au crédit, à la terre, à l'eau, aux moyens de communication et de transport, aux technologies et aux nouvelles connaissances. Des difficultés qui affaiblissent leurs capacités à rejoindre les marchés et donc leurs chances de développement économique.

*Mario Tapia Loza*

Ingénieur agronome de formation, Mario Tapia Loza est responsable des services non-financiers chez Pro-rural, une association bolivienne de développement rural. Il est spécialiste en suivi et évaluation du développement économique.



© Gael Turner/ SOS Faim.

La place des ruraux boliviens sur les marchés doit être renforcée.

Ces cinq dernières années, l'économie bolivienne a connu une croissance moyenne de 4,6 %, mais le chômage n'a pas baissé, bien au contraire : en 2010, il atteignait 8,5 % et le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté n'a pas réellement diminué, particulièrement dans les zones rurales et chez les indigènes.

Dans ce contexte, le critère principal d'intervention de Pro-rural (Association bolivienne pour le Développement rural) se situe dans l'appui aux « bonnes initiatives » dans lesquelles sont impliqués les petits producteurs ruraux ainsi que les autres acteurs économiques. En effet, selon l'association, la clef du développement se situe dans la conso-

lisation et l'amélioration de la place des ruraux au sein des filières mais également dans l'accès à de nouveaux et meilleurs marchés dont les conditions seraient plus compétitives.

### **L'exemple de l'action de Pro-rural à travers les chaînes de valeur**

Une approche comme celle des chaînes de valeur consiste à identifier tous les acteurs qui prennent des initiatives. Ainsi, le travail de Pro-rural commence par l'identification d'un premier acteur économique (le producteur) et d'un deuxième acteur économique qui représente le marché (soit une entreprise conventionnelle, soit une entreprise paysanne ou indigène) et qui achète la production du premier. Grâce à l'expérience acquise par Pro-rural durant les vingt-cinq dernières années, c'est donc un nouveau modèle d'intervention qui a pu être conçu, nommé « développement des fournisseurs et des entrepreneurs ».

### *Les différents acteurs de la filière doivent être compétitifs.*

Dans un second temps, Pro-rural identifie les autres producteurs et se construit ainsi une chaîne de valeur à structure pyramidale, dont la base est constituée par de nombreux producteurs ruraux qui vendent leurs produits à une seule entreprise et qui contribue, inversement, au développement économique de tous ces petits producteurs. En fait, au sein de ces chaînes, l'association soutient à la fois l'offre et la demande avec, d'un côté, les petits producteurs et collecteurs ruraux qui souhaitent élargir et/ou consolider leurs marchés et, de l'autre, les entreprises qui veulent voir augmenter les capacités de leurs fournisseurs.

Cette démarche permet d'écarter l'idée que celui qui se trouve au sommet de la pyramide soit toujours dans une condition avantageuse et qu'il s'impose, par une relation de force, au petit producteur, achetant ses produits à bas prix. Car, grâce à cette approche, les deux acteurs sont obligés d'être compétitifs : les producteurs pour se maintenir dans le marché et vendre leurs produits à des

## **Les petits producteurs locaux sont pragmatiques**

**En Bolivie, certains paysans ont pris conscience du fait que leur situation ne pourrait s'améliorer qu'à travers une meilleure prise en compte de la demande des marchés.**

Mario Tapia Loza nous rapporte les propos de ce représentant d'une organisation de petits producteurs ruraux de Chuquisaca :

« Nous, les producteurs paysans, nous avons toujours produit ce que nos parents et nos grands-parents nous

ont enseignés, mais désormais nous pouvons constater qu'il est préférable de connaître d'abord ce que le marché et les entreprises désirent, de savoir quelle quantité ils vont nous acheter et ce que nous devons produire. De cette manière, nous obtenons un marché sûr et ils nous payent bien... »

S'agit-il d'une vision clairvoyante du bien-fondé de l'approche par chaîne de valeur dans les processus de croissance économique de la production rurale ?

Pro-rural soutient actuellement cette démarche, dans la perspective de générer et d'accroître les revenus des petits producteurs ruraux et de dynamiser les économies locales.

prix adéquats, et les entreprises, afin de garder, elles aussi, leur part de marché, fidéliser leurs fournisseurs et saisir toute la production nécessaire qui leur permettra de réaliser leurs engagements.

### **Des bénéfices pour chaque maillon**

À court et à moyen terme, tout le monde gagne à participer à ce modèle de chaînes. Pour les petits producteurs, on constate une augmentation de leur productivité et de la qualité de leurs produits. Cela correspond aux attentes du marché qui, par conséquent, les rétribue plus généreusement, ce qui entraîne la création d'emplois dans le secteur rural. Autre avantage : les producteurs disposent d'acheteurs garantis et de paiements réguliers, leur stabilité financière est ainsi assurée. Cela participe aussi à augmenter leur intégration dans les processus de gestion et de prise de décision de leur communauté. Enfin, grâce au système d'assistance technique et d'aide à l'augmentation de la production, ils ont accès à de nouvelles technologies, nécessaires pour répondre aux exigences des consommateurs.

En ce qui concerne les entrepreneurs et leurs sociétés, ils gagnent en sécurité en ayant des fournisseurs constants, tant au niveau de la quantité que de la qualité des produits. Grâce à cette régularité, ils peuvent agrandir leur part de marché ou

même en ouvrir de nouveaux. En ayant accès à de nouveaux capitaux, ils ont aussi la possibilité d'augmenter leurs investissements, l'envergure et la quantité de leurs opérations commerciales.

À un niveau plus global, les bénéfices sont plus importants encore. Les chaînes de valeur créent une plus grande prévisibilité qui permet à l'ensemble des membres de la chaîne de s'adapter rapidement aux variables du marché et ce, grâce à une plus grande intégration logistique et une meilleure compréhension des stratégies commerciales.

Bref, on peut conclure que tous ces avantages, de part et d'autre de la chaîne de valeur, la fortifient et permettent à tous les acteurs concernés d'être plus compétitifs et productifs.

La réussite de ce modèle crée un éventail de données et d'approches qui doivent être prises en compte au moment de définir les politiques publiques et doivent aussi permettre de le reproduire dans d'autres milieux géographiques, pour des populations beaucoup plus importantes. Cela ouvrira la porte au développement réel de la Bolivie et, surtout, à la réduction de la pauvreté qui affecte un trop grand nombre de ses habitants. ■

TROISIÈME ÉDITION DU FESTIVAL ALIMENTERRE

# Élevage vs protection de l'environnement ?

**Est-il possible de concilier élevage et environnement ? C'est la question qu'avait choisie SOS Faim pour alimenter la discussion qui a suivi la projection du film LoveMEATender le 15 octobre dernier au Vendôme à Bruxelles. Morceaux choisis d'un débat emblématique d'une controverse très actuelle.**

Le festival Alimenterre vise à mettre les paysans sur le devant de la scène. Il traite de façon globale les questions d'agriculture et d'alimentation par le biais de films suivis de débats réunissant réalisateurs, experts et professionnels du secteur. Cette année, plus de 800 personnes

problématique de la conciliation entre élevage et protection de l'environnement.

## Des chiffres frappants et des images chochs

C'est ce dernier thème, illustré par le film LoveMEATender, réalisé par Manu Coeman sur une idée d'Yvan Beck (voir encadrés p. 25 et p. 26), qui a attiré le public le plus nombreux. Dès les premières secondes du documentaire, le ton est donné : «*Sur l'ensemble de sa vie, chaque citoyen belge mange environ 5 vaches, 7 moutons, 42 cochons, 891 poulets, 43 dindes et 24 lapins. Dans ce petit pays qu'est la Belgique, 285 millions d'animaux sont abattus chaque année.*»

Les 14, 15 et 16 octobre derniers, SOS faim a organisé le festival de films Alimenterre à l'occasion de la Journée mondiale de l'Alimentation. Cette troisième édition s'est tenue avec succès à Bruxelles mais aussi à Marche-en-Famenne et à Rossignol-Tintigny.



Le festival Alimenterre, au cinéma Vendôme, à Bruxelles.

ont assisté à la projection de neuf films traitant de thèmes aussi variés que la spéculation sur les matières agricoles, l'accaparement des terres, l'exode rural, le gaspillage alimentaire ou encore la

Certaines images du film ont été tournées en Inde et au Brésil : «*Dans ces pays, les gens n'ont pas encore ce rapport au journaliste 'fouille-merde', explique Manu Coeman. Ils sont contents*

d'être des producteurs mondiaux et sont fiers de le montrer.» En France et aux États-Unis en revanche, les élevages industriels ont fermé leurs portes à l'équipe du film. «Aux États-Unis il existe même un décret qui interdit de filmer en survolant les élevages en hélicoptère. Ils veulent à tout prix empêcher que les gens aient un rapport avec la viande qu'ils consomment. Tandis que les éleveurs traditionnels, eux, sont fiers de montrer ce qu'ils font. Et ils mangent la viande qu'ils produisent.

**«Beaucoup d'éleveurs se sentent personnellement attaqués.»**

*Dans les exploitations industrielles par contre, jamais ils ne voudraient manger ce qu'ils produisent car ils savent qu'ils mettent des crasses dans leur viande.»*

#### Des propos accusateurs ?

**«On ne voulait pas pointer du doigt»**

À l'issue de la projection, le débat débute en force avec la réaction de Marie-Ghislaine Paris Decoster, éleveuse à Jodoigne. «Venez voir chez moi, vous verrez que ce n'est pas comme ce que vous montrez, s'indigne-t-elle. Ce film n'est pas objectif, il est uniquement à charge.



Lors du débat après la projection du film LoveMEATender.

Il globalise une situation qui ne doit pas l'être. On ne peut pas comparer le Brésil et la Belgique», poursuit l'éleveuse, indignée. Yvan Beck, l'auteur du documentaire, contrecarre l'attaque : «Il ne faut pas prendre personnellement ce que l'on dit dans le film. On ne vous attaque pas vous, on pointe un système de production particulier», répond-il. «Vous

dites des choses qui sont fausses, accuse encore M-G. Paris Decoster. On ne nourrit pas nos bêtes uniquement avec du soja et du maïs importés. Cela représente seulement 3% de la ration quotidienne.» Et Y. Beck de répliquer : «Les chiffres que l'on donne ne sont pas inventés, ils ont été obtenus auprès de la FAO et Via

[Suite à la page suivante >](#)

## Un accueil « presque » unanime

LoveMEATender a reçu un accueil chaleureux, notamment au Parlement européen et au Parlement bruxellois où il a été diffusé.

«Ce film tombe au bon moment car, depuis quelques années, le ministère de l'Environnement accorde de l'importance à la thématique, et la ministre Huytebroeck avait justement besoin d'un outil didactique, se réjouit Yvan Beck. Nous espérons que notre documentaire va venir renforcer les initiatives en la matière, comme par exemple celle du 'Jeudi veggie' à Bruxelles.»

Mais la réaction de M.-G. Paris Decoster lors du débat de SOS Faim rappelle celle de la Fédération wallonne de l'agriculture (FWA). Dans Plein champs<sup>1</sup>, M.-L. Semaille et Y. Somville reprochent à LoveMEATender de faire des amalgames et de présenter des pratiques négatives comme avérées et généralisées. «Le

<sup>1</sup> : Revue éditée par la FWA, édito du jeudi 26 mai 2011

spectateur ne peut que sortir de la salle en se sentant coupable de manger de la viande, et surtout de la viande bovine. (...) Le discours anti-viande propagé tous azimuts pour le moment n'est pas seulement faux, il est dangereux. De plus en plus de scientifiques de renommée internationale estiment que la polémique autour de la viande distrait la société des vrais enjeux climatiques et l'empêche d'adopter des comportements qui pourraient modifier efficacement son impact sur le climat», dénoncent-ils.

Un précédent numéro de Défis Sud consacré à l'élevage (n°98, L'avenir de l'élevage africain), nuançait également le discours anti-viande : l'élevage, responsable de 18% des émissions de gaz à effet de serre, est pointé par la FAO comme l'un des principaux responsables du réchauffement climatique. Cela concerne principalement le Nord, où en moyenne 80 kilos de viande sont consommés par habitant et par an tandis que dans les pays du Sud, les modes d'élevage sont très peu polluants.



© Jan Verbeke / SOS Faïm.

Intervention de Yvan Beck, auteur du film LoveMEATender.

> *Campesina* (ndlr: mouvement paysan international) nous a même dit que certains sont sous-estimés ».

En aparté, l'auteur et le réalisateur se défendent d'avoir réalisé un film anti-viande: « Beaucoup d'éleveurs se sentent attaqués personnellement, nous explique Manu Coeman à l'issue du débat. Pourtant, il y a vraiment deux choses auxquelles on a fait attention en réalisant notre documentaire: d'abord à ne pas pointer du doigt, et ensuite à ne pas avoir d'étiquette, car on voulait toucher un public le plus large possible et ne pas être accusés d'avoir fait un film pour les végétariens. »

#### « Le consommateur change d'avis comme de chemise »

Au sein du public, certains semblent demandeurs d'alternatives aux circuits industriels de production de viande: « Où peut-on acheter de la 'viande heureuse'? », demande une spectatrice.

« Achetez déjà une viande belge, c'est un bon début », répond M-G Paris De Coster. « Mais vous produisez quand même du blanc-bleu belge, une race génétiquement manipulée qui est presque contre nature. Pourquoi? », questionne alors de but en blanc une autre spectatrice. « Car c'est ce que le consommateur demande, répond l'éleveuse du tac au tac. À l'époque, on nous a demandé de produire une viande tendre, saignante, pas grasse et pas chère. Les autres types de viande ne se vendent pas. On doit se plier à la demande du consommateur, et celui-ci change d'avis

comme de chemise, poursuit-elle. Il n'y a que de courtes périodes où il montre un intérêt pour la viande de qualité. Lorsqu'il y a eu la crise de la dioxine, par exemple. Alors j'espère que votre film va au moins revaloriser les produits du terroir », conclut-elle en s'adressant à Yvan Beck et Manu Coeman.

#### « J'espère que votre film va revaloriser les produits du terroir. »

Enfin, dans ce débat assez passionné, Marjolein Visser, professeur d'agroécologie à l'Université libre de Bruxelles, apporte son point de vue de scientifique. Reconnaisant beaucoup de qualités au documentaire, elle en pointe cependant une lacune: « Dans ce film, il manque le lien entre la production animale et les besoins alimentaires réels, indique-t-elle. Il est important de souligner que nous n'avons pas besoin de produire autant de viande pour manger correctement. » Mais la professeure nuance toutefois le discours anti-viande: « Si personne ne voulait manger de viande, que ferait-on des animaux en fin de vie qui nous ont donné leur lait et leurs œufs? Pour moi, l'idéal est d'être presque végétarien, mais un peu omnivore quand même, et d'accepter de manger un peu de viande, celle des animaux en fin de vie », préconise-t-elle. Yvan Beck prodigue également ses recommandations: « Un gros travail doit être fait pour replacer l'animal dans un

## LoveMEATender : « Un film d'amour dédié aux paysans »

Yvan Beck est vétérinaire de formation et président de Planète Vie, une association qui étudie les relations unissant alimentation et environnement. Il est l'auteur du livre *L'Animal, l'Homme, la vie à l'origine* du film LoveMEATender.

« J'ai eu envie de mettre le sujet en images, mais de manière légère et ludique pour toucher un public le plus large possible, enfants y compris. C'est comme cela que j'ai eu l'idée de contacter un réalisateur publicitaire », explique-t-il. Il fait alors appel à son beau-frère, Manu Coeman, un réalisateur de renom qui se fait surtout remarquer en publicité. Celui-ci est immédiatement enthousiasmé par l'idée du film et le restera. « J'ai vécu des situations émotionnelles très fortes pendant le tournage. Mon but était que chaque spectateur ait la prise de conscience que j'ai eue pendant la réalisation de ce film », explique le réalisateur.

Ce documentaire, ovationné par certains, taxé de film « anti-viande » par d'autres, se veut, selon Yvan Beck, « un film d'amour dédié aux paysans ». Il a en tous cas le mérite de mettre au jour une réalité: celle de l'élevage et de l'abattage industriels. Le film pose la question de savoir si l'on peut nourrir 9 milliards de personnes avec de la viande chaque jour et offre des pistes de réflexion, à savoir « manger moins pour manger mieux », afin d'inciter le consommateur à réfléchir à sa consommation de viande.

circuit de production durable. Il faut un modèle d'agriculture raisonnée, mixte, qui combine agriculture et élevage » En guise de conclusion à ce débat, il s'interroge: « Le système actuel a montré ses limites, il a généré deux milliards d'obèses, alors où est le progrès? » ■

Un article rédigé par Aurélie Vankeerberghen

## Déclaration de la Conférence de Nyéléni

Les militants de la Via Campesina réunis à Nyéléni, au Mali, du 17 au 19 novembre 2011, ont partagé leurs expériences de lutte contre l'accaparement des terres. L'accès sécurisé à la terre est théoriquement garanti par la Déclaration universelle des droits de l'Homme ainsi que par de nombreuses autres conventions régionales et internationales sur les droits humains, comme par exemple le droit à l'autodétermination, le droit à un niveau de vie adéquat ou encore le droit au logement, à l'alimentation, à la nourriture, à la santé, à la culture, à la propriété et à la participation.

La Via Campesina constate avec une grande inquiétude que les États ne respectent pas leurs obligations à cet égard et considèrent que les intérêts des milieux d'affaires sont plus importants que les droits des peuples.

La Via Campesina critique virulemment les fonds de pensions, les fonds d'investissement, la Banque mondiale et les Banques régionales

de développement, qui favorisent l'accaparement des terres et la mainmise sur l'eau en encourageant des politiques favorables aux milieux d'affaires, facilitant les capitaux et les garanties pour les investisseurs industriels et promouvant un modèle économique de développement jugé prédateur et néfaste.

L'Alliance pour une révolution verte en Afrique (Agra) en prend pour son grade, qui a « *pour objectif de convertir l'agriculture paysanne en une agriculture industrielle et d'intégrer les petits paysans aux chaînes mondiales de valeur, augmentant considérablement leur vulnérabilité face à la perte de leurs terres.* »

Entre autres recommandations, la Via Campesina suggère de mettre en place des systèmes d'alerte précoce afin d'alerter les communautés sur les risques et les menaces de l'accaparement des terres.

**Pour lire les recommandations complètes de la Via Campesina :** <http://vcafrica2.over-blog.com/pages/ANNONCE-5782127.html>

## SOS Faim, Signataire de l'Appel de Paris

Depuis 30 ans, les pays du Sud ont recours au microcrédit comme un instrument de lutte contre la pauvreté. Le microcrédit concerne 190 millions de personnes, parmi lesquelles 128 millions de pauvres, dont 81 % de femmes. L'appel de Paris rappelle les valeurs éthiques et l'orientation sociale qui doivent inspirer tous les acteurs du secteur et propose de faire converger les initiatives d'auto-régulation et de réglementations vers un socle de principes et de règles permettant de qualifier une microfinance responsable et de restaurer la confiance du public.

Les signataires considèrent, entre autres, que les institutions de microfinance doivent poursuivre un double objectif à long terme de viabilité financière et d'impact social, en offrant des produits et des services adaptés aux plus pauvres, en menant une politique de taux d'intérêt modérés, et en se conformant aux standards les plus élevés d'information et de protection de leurs clients. La conformité de leurs politiques et de leurs pratiques à ces principes doit être attestée par des indicateurs de performance sociale reconnus.

**Consultez la version complète de l'Appel de Paris sur** [www.sosfaim.org](http://www.sosfaim.org)

## Répondre aux crises alimentaires en impliquant les paysans

Six études consacrées au soutien à l'agriculture dans 6 pays d'Afrique de l'Ouest ont été remises aux parlementaires européens et africains, ainsi qu'au Commissaire européen au développement, présents le 22 novembre au déjeuner débat organisé par les plates-formes paysannes de 7 pays africains, SOS FAIM, le CFSI et Vredeseilanden, à Lomé, au Togo, dans le cadre de la rencontre bi-annuelle l'Assemblée parlementaire paritaire ACP/ UE. Ces six études présentent les effets positifs obtenus en Afrique de l'Ouest en misant sur l'implication et le dynamisme des exploitations familiales... Souvent en réponse à la crise alimentaire de 2007-2008, plusieurs pays

ouest-africains ont lancé des mesures d'appui à l'augmentation de la production agricole à travers des investissements productifs et des politiques adaptées. Plusieurs d'entre-elles ont enregistré des succès grâce à la confiance dans le dynamisme des exploitations familiales, leurs capacités d'adaptation, leur volonté de se moderniser et de contribuer à la sécurité alimentaire de leur région.

**La synthèse des 6 études de cas (Bénin, Burkina, Guinée, Mali, Sénégal, Togo) est disponible dans la rubrique Actu du site de SOS Faim :** [www.sosfaim.org](http://www.sosfaim.org)

**Plus d'informations, contacter Virginie Pissoort :** [vpi@sosfaim.org](mailto:vpi@sosfaim.org)

## Climat : faire remonter l'information

En écho à la 17<sup>e</sup> Conférence des Nations unies consacrée aux changements climatiques, qui s'est tenue à Durban, en Afrique du Sud, à la fin du mois de novembre, SOS Faim a déployé, jusqu'au 12 décembre, sur la Place du Luxembourg à Bruxelles, une fresque géante représentant 1353 supporters de sa campagne.

Le 3 décembre, à l'occasion de la manifestation pour le climat organisée à Bruxelles, SOS Faim a souligné son soutien à l'agriculture paysanne comme alternative durable face au modèle agricole dominant. Déguisés en vaches et tirant une charrette à bras, permanents et bénévoles se sont mobilisés pour rappeler l'urgence de mieux soutenir l'agriculture paysanne et familiale.

Si le continent africain a été choisi pour accueillir la Conférence de Durban, les intérêts de l'Afrique n'alliaient pas être pour autant être mis en avant : « *Alors qu'une petite dizaine de membres représentent un pays africain, c'est plus d'une centaine qui occupent les rangs des délégations américaine ou chinoise* », constatent les observateurs.

Cette faible représentation africaine ne signifie certes pas que le continent soit moins concerné ; au contraire, les études scientifiques le désignent comme la première victime des changements climatiques... *Et si l'Afrique peine encore à imposer son point de vue dans les négociations climatiques, les défaillances des États africains, sur ce thème comme sur bien d'autres, stimulent les initiatives d'une*

*société civile en pleine mutation, déterminée à prendre son destin en main.* Au Sénégal, le projet *Infoclim*, est parvenu à sensibiliser les populations vulnérables tout en les responsabilisant : l'introduction de techniques d'arrosage limitant les évaporations, la mise en place de cordons pierreux pour réduire l'érosion des sols sont quelques-uns des exemples de stratégies peu onéreuses qui se répandent en milieu sahélien. Surtout, cette remontée de l'information depuis la base contribue à instruire une expertise paysanne sur les changements climatiques reconnue aujourd'hui par la FONGS (la principale Fédération de paysans sénégalais), mais aussi par les experts du Giec.

**Plus d'informations, contacter Jean-Jacques Grodent :** [jgg@sosfaim.org](mailto:jgg@sosfaim.org) ou **Marine Lefebvre :** [mlef@sosfaim.org](mailto:mlef@sosfaim.org)



# FAIM

« *Le monde rural ne doit pas être sacrifié mais au contraire promu. C'est la société dans son ensemble qui est respectée si elle respecte le monde rural et protège ses ressources.* » Mamadou Cissokho, Sénégal

« *La faim et la malnutrition sont la première cause de décès au monde. Elles tuent, chaque jour, quelque 25 000 personnes, surtout des enfants. Le droit à la vie, le droit à l'alimentation de ces êtres humains est violé de la manière la plus flagrante.* »

Jean Feyder, dans 'La Faim Tue', Ed. l'Harmattan, Luxembourg

## Veut-on enfin en finir avec la faim ?

« *Donner la priorité à nos marchés locaux, à l'intégration régionale, (...) pour que nous, paysans, puissions nous nourrir ainsi que nos communautés et nos villes.* »

I. Coulibaly, Mali

### Pour éradiquer la faim et la pauvreté, il faut :

- Investir dans l'agriculture familiale à tous les échelons afin de :  
Faciliter l'accès aux intrants, puis au marché pour la commercialisation  
Améliorer les possibilités de stockage et la transformation locale des produits  
Favoriser l'accès aux financements pour les paysans  
Sécuriser la propriété foncière pour les petits paysans du Sud
- Interdire la spéculation financière sur les produits agricoles
- Réguler les prix des matières premières
- Mettre en cohérence les politiques agricoles et commerciales avec les objectifs du développement
- Limiter la production d'agrocarburants

En 2000, les chefs d'Etat et de Gouvernement du monde entier ont défini une ambition commune pour la communauté internationale : les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Le premier d'entre eux visait à réduire la faim et la pauvreté de moitié d'ici à 2015...

Et pourtant, à quatre ans de l'échéance fixée, la faim touche plus d'un milliard de personnes ! Elle accable avant tout les plus pauvres, ceux qui ne peuvent acheter ni de quoi se nourrir, ni de quoi produire. Et quel paradoxe : les ¾ d'entre eux sont des paysans qui, malgré leur pénible labeur, ne connaissent qu'une survie précaire...

Aucune fatalité à cette situation ; les causes de la faim sont connues et les solutions aussi, qui réclament avant tout une conscience citoyenne et une volonté politique !

SOS Faim est une ONG d'aide au développement qui appuie depuis 1993 les petits paysans du Sud pour construire la sécurité alimentaire et permettre aux populations d'accéder à la souveraineté alimentaire.



[www.sosfaim.org](http://www.sosfaim.org)